

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 187

MONTRÉAL, LE LUNDI 15 AOÛT 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Vive les frolics

Moncton — Ça y est. Six ans après l'évocation d'un rêve un peu fou, le sud-est du Nouveau-Brunswick est devenu le centre d'une partie du monde. Pendant toute la semaine, le Congrès mondial acadien consacre le premier grand retour de ses exilés.

De la Louisiane, de la Nouvelle-Angleterre et de l'Europe, des Caraïbes même, ils sont plusieurs milliers à converger ces jours-ci vers le pays de la Sagouine, vers l'Acadie historique dont leurs ancêtres furent expulsés en 1755 lors de ce qu'on a nommé, par euphémisme probablement, le Grand Déplacement.

L'idée originale de l'événement est de Jean-Marie Nadeau, ancien président de la Société nationale des Acadiens. Le but: réunir les volontaires parmi les trois millions d'Acadiens dispersés dans le monde pour parler de présent et d'avenir, mais aussi fouiller dans le passé pour en arriver à reconstituer les grandes familles sous le thème *Retrouvailles 94*. Le tout, bien entendu, dans une atmosphère de célébrations comme on en a le secret.

On ne tarde d'ailleurs pas, en se présentant sur les lieux, à être mis au parfum. Déjà, on ne peut guère faire deux pas sans apercevoir l'emblème tricolore et l'étoile d'or surmontés d'un «Fétons» sans complexe. Et dès samedi soir, pendant que la télé racontait le pow-wow de Saugerties, on brassait la cage au Cap-Pelé.

Ce fut la toute première invitation qui fut lancée au journaliste tout frais débarqué.

— Ce soir, il y a un frolic. Vous y allez?

— Un quoi?

— Un frolic, c'est un genre de gros party.

«Un genre», vous dites? Des centaines de spectateurs trippant fort dans un marathon de 12 heures présentant des groupes aux noms prometteurs comme *La Wing à Hein* ou *Chatouille ma bourrique*, ce n'est peut-être pas Woodstock 2, mais ce me semble être un gros party, point.

(Ironie du sort, nous apprenions justement par le *Times-Transcript* de Moncton qu'un méga-concert avait bien failli avoir lieu à Barachois, près de Shediac, en août 1970. L'événement, intitulé *Strawberry Fields*, devait mettre en vedette Led Zeppelin, Jethro Tull, Sly and the Family Stone, Leonard Cohen, et Grand Funk Railroad.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick avait toutefois forcé l'annulation du spectacle à quatre semaines d'avis, invoquant l'impossibilité de contenir une foule qu'on prévoyait nombreuse — et débridée. La décision a donné lieu à des manifs de protestation. Voilà pour la note historique.)

Quoi qu'il en soit, le Congrès n'annonce cependant pas qu'une partie de rigolade. Un programme de conférences exhaustif se penchera sur le sens de l'acadianité, à dix ans du 400e anniversaire de la fondation de l'Acadie et au moment où les enjeux politiques entourant le fait français en Amérique du Nord se précisent. Ou, en tout cas, se répètent.

De politique, on n'entend pas discuter comme tel. Mais que le Congrès coïncide avec un nouveau débat électoral sur l'avenir du Québec ne peut que se répercuter sur des échanges qui porteront entre autres sur l'éducation, la culture et l'économie.

Parmi les invités de prestige, Jean Chrétien sera ici demain après avoir fait un bout de chemin en Nouvelle-Ecosse avec Sa Majesté Elizabeth II. Parions qu'il sera tenté d'évoquer la vitalité de l'Acadie comme preuve de réussite du Canada bilingue, lui qui a dit aux Communes ce printemps qu'une victoire des séparatistes contribuerait à l'affaiblissement de la francophonie hors Québec.

Jacques Toubon, ministre de la Francophonie dans le gouvernement Balladur, viendra aussi faire son tour. Lié par la «non-ingérence, non-indifférence» proverbiale de la France, il faut s'attendre de sa part à des propos tout en nuances.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, fera également une visite éclair, ayant un entretien avec M. Chrétien et participant aux cérémonies officielles d'ouverture qui auront lieu demain soir à l'Université de Moncton.

On doit par ailleurs prévoir des débats intéressants sur le rôle des Acadiens de la diaspora dans l'avenir de la «nation». Si certains assurent que la langue et la géographie n'ont pas, par-delà les siècles, corrompu l'identité acadienne, d'autres tiennent en même temps à rappeler que c'est ici que les luttes se vivent au quotidien et que la généalogie, importante par ailleurs, ne fait pas foi de tout.

Parallèlement, sur une note plus légère, les grandes familles de souche acadienne — LeBlanc, Duguay, Arseneau, Robichaud, Belliveau, Cyr, Cormier, on ne peut malheureusement toutes les nommer — se rassembleront, certaines pendant trois jours, dans une dizaine de villes et villages. Près de 15 000 personnes ont déjà confirmé leur participation. Un joyeux exercice, comme le disait hier à la grand-messe l'évêque de Rogersville, Mgr Jean-Guy Dallaire, de «défrichage de parenté».

Et entre-temps, d'expositions artistiques en tournois de balle et en randonnées gastronomiques, ici, il n'y a pas de quoi s'ennuyer. On remet d'ailleurs ça ce soir — c'est aujourd'hui l'Assomption, fête nationale — avec le gros show *L'Acadie parle au monde*: Roch, Edith, Zachary, Angèle et Maurane y seront. Et puis vivent les frolics.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal
Avis publicsB4	Ciel variable. 30% de possibilité d'averses en après-midi. Max: 20
ClasséesB7	Est du Québec
CultureB8	Ciel variable. 30% de possibilité d'averses en après-midi. Max: 19
ÉconomieB2	Détails en B4
ÉditorialA6	
Le mondeA4	
Mots croisésB4	
Les sportsB5	

L'ENTREVUE

Cheikh Saïd Youssef Fawaz, le compagnon du Prophète

PAGE B 1



LE MONDE

Le chef du Sinn Fein évoque un cessez-le-feu

PAGE A 4

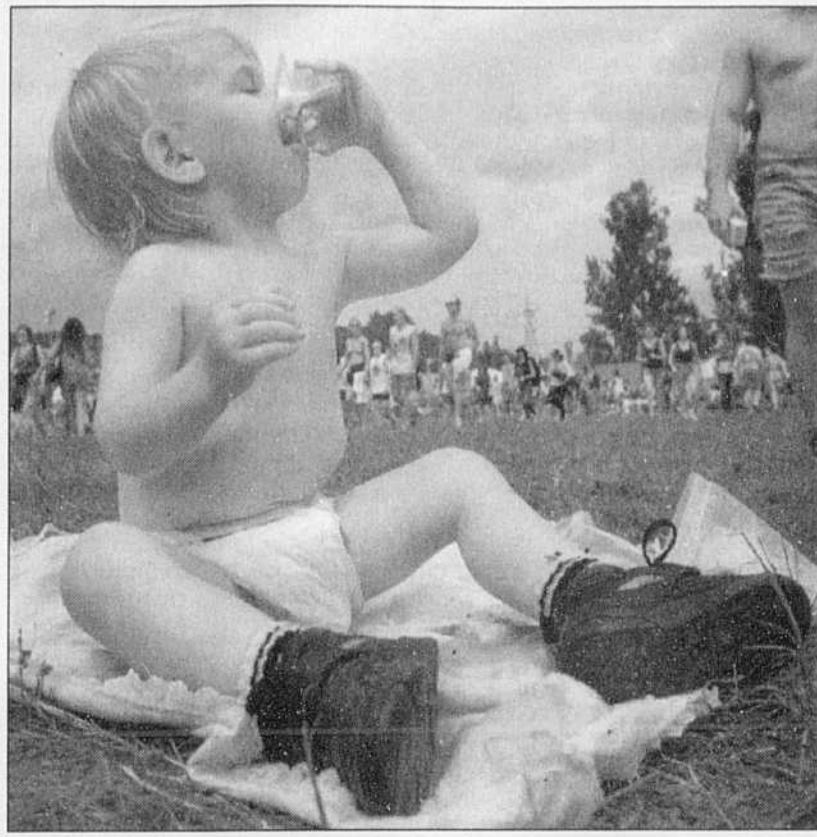
LES SPORTS

Plaisirs et dangers du vélo

PAGE B 5



Drogue, boue et rock'n'roll



BAIN DE BOUE, bain de foule, les 350 000 spectateurs de Woodstock 1994 auront eu droit à tout. Le magnétique mais gluant Trent Reznor s'époumone pour le plus grand plaisir de Jake Steinberger, 15 mois, qui a troqué le biberon pour un bon verre de jello. Aidé par la foule, un autre jeune mélomane tente de s'approcher de la scène pour retrouver ses parents. Nos informations en page B 8.

Chers nous autres

Amis et ennemis

Responsable de l'émission *L'Aventure*, sur l'ensemble du réseau radiophonique de Radio-Canada, Robert Blondin a offert à la Bibliothèque nationale un fonds de plus de 10 000 spécimens de correspondance privée québécoise qui avaient fait l'objet d'une série radio et de deux livres intitulés *Chers nous autres*.

ROBERT BLONDIN
COLLABORATION SPÉCIALE

La correspondance est le lieu par excellence de l'expression de l'amitié. Celles qu'on éprouve, qu'on désire, qu'on entretient, et que, parfois, l'on renie.

Quels sont ces autres qui attirent notre amitié? Les autres à qui l'on doit une faveur ou de qui on attend une, les autres qui nous portent un intérêt quelconque, les complices, les amis des amis et les ennemis des nos ennemis, les autres qu'on envie ou dont on a besoin de l'admiration, et ceux et celles avec qui on a découvert la vie, avec qui on l'a célébrée.

Des amis, ce sont essentiellement des solidaires magnanimes ou intéressés. De tous temps. Ici comme ailleurs.

Pointe Ouest Anticosti, Mai 11, 1876
Capt. Placide Vigneault
Cher Ami,

Allons, comment as-tu fait mourir de loups-marins ce printemps? J'espère que tu en as trouvés autant que tu as voulu et que ta chasse a été bonne.

Un mot de toi me fera plaisir. Dis-moi si tu as reçu les deux quarts de patates l'automne dernier. Pourrai-je trouver une bonne servante chez-vous? Pas d'ouvrage pour elle en-dehors de la maison.

S'il vous plaît, tâche de m'en trouver une bonne et écris-moi j'irai la chercher. Une bonne vieille fille laide sera préférée.

As-tu eu connaissance de ma voile que j'ai prêtée à ce fameux Gabriel? Si tu as encore besoin d'une couple de quarts de patates, dis-le moi je t'en enverrai par Packet, malgré que j'en aie pas en quantité suffisante pour faire des confitures. J'ai été obligé d'en acheter l'automne dernier, mais je crois que j'en aurai 5 ou 6 quarts de plus qu'il m'en faudra ce printemps et tu es le bienvenu.

Tous bien ici. Des saluts à ta Dame malgré que j'aie pas le plaisir de la connaître.

Accepte mes meilleurs souhaits.

Tout à toi
Ton ami et etc.
Antonio Poirier

Notre histoire n'est pas que folklorisation. Nous sommes inscrits dans les courants mondiaux plus souvent qu'on a parfois tendance à le croire. À la fin du siècle dernier, certains ont suivi le chemin du romantisme et de l'internationalisme en même temps que les autres...

Paris, 21 Juillet 1875
Mon bien cher Coyteux,
Ta dernière lettre m'apprend que tu n'as pas reçu ma troisième; je l'écrivais jeudi dernier, précisément le jour de ton départ. Je te demandais où tu étais afin de pouvoir t'envoyer de l'argent, je te croyais à Dublin.

Tu fais une bien grosse affaire du pauvre cent francs que je t'ai envoyés à Londres et qui malheureusement ne t'a servi à rien. N'importe qui eut agi comme moi. Tu es très-sensible, mon cher Coyteux, beaucoup plus que je le pensais. Je te plains sincèrement. Tu es une âme d'élite, et celles-là sont appelées à souffrir. Ce qui pour les autres est regardé d'un œil froid et indifférent, pour elles, prend un aspect tout-à-fait différent, elles s'y attachent et trouvent presque de la volupté dans les larmes qu'elles provoquent.

Toujours prêtes à entendre tout ce qui parle au cœur, elles oublient que l'implacable réalité est là, jalouse d'un bonheur de quelques instants et prête à faire son apparition sous l'aspect le plus hideux.

C'est le condamné qui oublie un instant que le bourreau est à la porte de son cachot.

Quel réveil!!!

Nos positions sont presque identiques. Tu as laissé ce que tu aimais, et moi, je dois quitter mon art musical. C'est la vie que je dois quitter. Vois-tu, je ne suis vraiment né que depuis que je suis à Paris, je n'ai vécu que depuis que je suis à Paris et je n'ai été heureux qu'à Paris. Je n'y suis que depuis deux ans, il me semble que je n'ai jamais résidé ailleurs. Je suis ici chez moi, j'y ai mes habitudes, j'ai de quoi y satisfaire tous mes goûts. Il ne me faudrait qu'un peu de fortune pour appeler ma femme et passer la plus heureuse existence qu'on puisse imaginer. C'est un rêve qui sera bientôt brisé. (...)

Que de choses j'aurais à te dire! Ce sera pour mon retour; je suis obligé d'écrire à la hâte. Excuse moi et

VOIR PAGE A 8: AMIS

Parizeau rabroue Johnson

Quand on n'est pas solidaire, on démissionne

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Jacques Parizeau estime que si Daniel Johnson, ministre, n'était pas solidaire du gouvernement Bourassa, il n'avait qu'à démissionner.

Commentant les propos tenus samedi par le premier ministre, qui a renié Robert Bourassa à trois reprises, le chef péquiste a rappelé son départ du gouvernement Lévesque en 1984 et a ainsi implicitement suggéré que M. Johnson aurait dû en faire autant: «Lorsque je me suis senti, pour une question de principe, incapable de continuer, j'en suis sorti.»

Faisant campagne dans la Beauce au cours du week-end, M. Johnson avait froidement pris ses distances à l'égard de son prédécesseur: «Nous avons dû recourir à des augmentations temporaires des taxes pour protéger la cote du Québec. Mais je n'étais pas premier ministre», a-t-il répété à trois reprises.

VOIR PAGE A 8: PARIZEAU

Johnson nie le concept du «Québec cassé en deux»

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Québec — Au lendemain d'une déclaration surprenante où il se distancie des augmentations de taxes et d'impôts des années Bourassa en soutenant qu'«il n'était pas premier ministre» à l'époque, Daniel Johnson a voulu hier prouver que les actions récentes du gouvernement libéral pouvaient amener une véritable prospérité économique.

Et pour mieux démontrer que le Québec était sur la voie de l'enrichissement sous sa gouverne, Daniel Johnson s'est carrément opposé à l'idée du «Québec cassé en deux», de ce Québec où les plus pauvres deviennent plus pauvres et les plus riches, plus riches.

«C'est inexact, soutient-il. Le Québec a un taux de chô-

VOIR PAGE A 8: JOHNSON



ÉLECTIONS QUÉBEC

VOIR AUSSI EN PAGE A 2

- ALENA: Un Québec souverain devrait faire des concessions
- Les grands patrons voudront vite un référendum

367 000 francofous ont préféré l'été

SYLVAIN CORMIER

C'était comme il y a tout juste un mois, à la conférence-bilan du Festival de jazz. La même salle de presse au Méridien, les mêmes attachées de presse en deux fois plus épuisées, la même ambiance de lendemain de veille collectif, le même soleil au beau fixe à travers les baies vitrées, les mêmes sourires radieux et fatigués, la même drôle d'impression que tout le monde compte ses morceaux et se surprend que le nombre y soit. Sur le petit podium, derrière la grande table de conférence, le même Alain Simard, à la fois président du Festival de jazz et des FrancoFolies de Montréal. Une curieuse sensation de déjà-vu, que seule la présence d'un vieux loup de mer rochelais aux côtés de Simard ramenait au présent.

Sans Jean-Louis Foulquier, maître d'œuvre des FrancoFolies de La Rochelle, immanquable avec son béret et sa mine de homard hilare, il aurait fallu se pincer. Oui, on était bel et bien dimanche après-midi. Oui, en



LES FRANCOFOLIES

VOIR PAGE A 8: FRANCOFOLIES

ÉLECTIONS QUÉBEC

EN BREF

Les spécialistes interrogés par *Le Devoir* sont unanimes

POUR LES INTÉRÊTS DES RETRAITÉS

(PC) — «Nos députés et le premier ministre, ce sont des employés de la population. Il ne faut jamais les laisser l'oublier.» M. Robert Morin s'est donné une nouvelle vocation à 69 ans: défendre les intérêts des personnes âgées. Il préside l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, un organisme qui compte 7000 membres. L'AQDR vient justement de tenir cinq assemblées d'information à travers le Québec, dans le cadre de la campagne électorale. Elle forme ses membres à interroger puis talonner les candidats aux élections, à exiger des réponses claires et précises. «Cherchez une réponse, pas du patinage. Et amenez votre enregistreuse pour faire un suivi des promesses, après l'élection», conseille M. Morin à ses gens lors d'une séance de formation. L'Association de retraités et préretraités a aussi publié un guide électoral qui résume des sujets d'intérêt qui peuvent être abordés avec les politiciens: manque de places dans les centres d'hébergement, les frais de deux dollars imposés aux personnes âgées qui renouvellent leur ordonnance de médicaments, les fonds insuffisants pour les soins à domicile, les mesures fiscales touchant les personnes âgées, etc. L'AQDR instruit ses membres de la politique mais n'appuie personne. «On les met en face de ce qui s'est passé au cours des huit dernières années», explique M. Morin.

ENTRÉE DANS LA COURSE DU NPD

(PC) — À un mois du scrutin et en l'absence de son président Paul Rose, le Nouveau Parti démocratique du Québec a fait son entrée dans la campagne électorale, hier, avec 46 candidats et un budget de 40 000 dollars. Interrogée sur l'absence de Paul Rose, candidat dans Marie-Victorin, le chef de la formation politique Jocelyne Dupuis a dit que les dirigeants du parti s'étaient demandé si la présence de Paul Rose à la conférence de presse serait «quelque chose de positif». «Nous avons présumé que ça prendrait une direction très précise, ce que nous ne souhaitons pas», a-t-elle dit. En qualité de président, M. Rose travaille à l'organisation du parti et à la recherche de candidats. Mme Dupuis, qui a été élue chef du NPD-Québec par une cinquantaine de délégués lors du congrès de mars dernier, est candidate dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques. Son curriculum vitae indique qu'elle enseigne au secondaire en déficience auditive depuis près de 20 ans. Aux yeux de Mme Dupuis, le NPD-Québec ne compte aucun candidat-vedette mais des gens désireux de travailler pour les travailleurs. Sur la liste des 46 candidats, on retrouve les noms de Hans Marotte (dans Gouin) qui s'est battu contre l'affichage unilingue anglophone au cours des années 1987-1988 et du sculpteur Armand Vaillancourt. Le NPD-Québec, qui compte quelque 500 membres, entend profiter de la campagne électorale pour rallier les forces de gauche et sociodémocrates du Québec, a expliqué Mme Dupuis.



Paul Rose

PARIZEAU ET LES ÉTUDES ALARMISTES

(PC) — Pour le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, ses adversaires libéraux sont tellement désespérés qu'ils en sont rendus à ressortir une vieille étude alarmiste sur les conséquences de la souveraineté. L'ancien premier ministre canadien Brian Mulroney avait refusé de la publier, il y a deux ans, parce qu'il la trouvait «trop outrancière». Tout ce que les libéraux de Daniel Johnson tentent maintenant de faire, selon M. Parizeau, en publiant cette étude préparée par M. Marcel Côté au moment des Accords de Charlottetown, «c'est d'essayer de réparer les dommages» causés par les plus récentes analyses de la firme J. P. Morgan, le Conférence Board ou la Banque Royale, qui refusent de prédire un désastre advenant l'élection d'un gouvernement du Parti québécois. «M. Côté, qui nous annonce des catastrophes, a soumis M. Parizeau hier au cours d'une conférence de presse, a commencé à se faire connaître dans ce milieu en proposant le démantèlement de la Caisse de dépôt et de placement. Cela a beaucoup intensifié son action politique, pendant un certain temps, qui s'est terminée avec les fameuses options (d'achat d'actions), dans M31. «Si vous pensez que je vais commencer à commenter un truc comme ça, a poursuivi le chef péquiste, venant de là, sûrement pas.»

QUELQUES CITATIONS

«Non, je ne suis pas déçu que la reine n'ait pas été invitée au Québec pendant la campagne électorale.» — Daniel Johnson, en réponse à une question d'un journaliste sur la présence de la reine Elizabeth II au pays.
«La construction, par définition, est une succession de projets, ce n'est pas un emploi permanent comme tel car on ne passe pas 23 ans à bâtir la même maison.» — Daniel Johnson.
«Si on laisse passer une seule chose qui est vraiment une expression de discrimination en se disant que ce n'est pas trop grave, qu'on attend à la cinquième ou la sixième avant de faire quelque chose, là on s'entend pour dire que la situation est tellement détériorée qu'elle est difficilement rattrapable. Il faut avoir une sorte de tolérance zéro.» — Jacques Parizeau, à propos de la lutte au racisme.
«La cible du racisme n'est pas seulement l'autre avec ses différences, mais la société tout entière dans ses valeurs fondamentales.» — André Boisclair, député péquiste de Gouin.
«Nous sommes partis d'un très grand mouvement pour rendre les décisions, pas mal de décisions, entre les mains des gens, et éviter que tout soit entre les mains de notre père qui est à Québec.» — Jacques Parizeau, à propos de la décentralisation.

La tournée des chefs

Le chef du Parti libéral et premier ministre du Québec, Daniel Johnson, donne une conférence de presse dans la circonscription de Chambly, ce matin.
Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, est de passage aujourd'hui dans la Montérégie où il visitera l'entreprise Corfin à Chambly et rencontrera par la suite la presse en compagnie de la candidate du parti dans cette circonscription, Louise Beaudoin.
Quant à lui, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, se rend visiter l'usine Rotobec en compagnie de Claude Lachance, candidat du PQ dans Bellechasse et François Langlois, député du Bloc dans Bellechasse. Il visite La Chemise Lapointe en après-midi avant de se rendre à Thetford Mines pour une réception suivie d'une assemblée publique en soirée au cours de laquelle il prononcera une allocution.

Un Québec souverain dans l'ALENA serait forcé de faire des concessions

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La réouverture de l'ALENA par un Québec souverain aurait-elle des effets dévastateurs sur la clause d'exclusion culturelle et sur celle que tente d'arracher la France aux États-Unis? Les experts ne s'entendent pas sur toute la ligne, mais conviennent que le Québec devrait faire des concessions pour se tailler une place au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain.

La semaine dernière, le ministre de la Culture, Liza Frulla, a brandi la menace d'une invasion massive de la culture américaine qu'entraînerait la réouverture de l'Accord de libre-échange nord-américain par un Québec souverain.

A son avis, les États-Unis profiteront de ce geste pour retirer la clause d'exclusion culturelle, arrachée par le Canada au terme de discussions serrées. Pis encore, ce retrait pourrait avoir un effet domino sur les pays européens, dont la France, qui exigent un traitement similaire dans le cadre du GATT, a fait valoir la ministre.

Les spécialistes interrogés par *Le Devoir* s'entendent pour dire que l'entrée d'un Québec souverain dans l'accord tripartite s'accompagnerait, à n'en pas douter, de concessions économiques. Mais là s'arrêtent les consensus.

Pour le professeur Ivan Bernier, de la faculté de droit de l'Université Laval, il est clair qu'il n'y aura pas de «succession automatique» des concessions faites pour

le Canada. «Le Québec aura l'obligation de renégocier certaines choses. Je ne pense pas que ça cause énormément de problèmes (pour conserver la clause), mais il faut se demander quel prix le Québec est prêt à payer pour cela», affirme-t-il.

Si le Québec perd cette clause, ce serait parce qu'il a refusé de faire d'autres concessions économiques en retour pour la préserver, croit-il.

Comme dans toute négociation, ce sera donnant-donnant, souligne le professeur Bernier qui ne voit par ailleurs aucune raison logique à ce que les États-Unis refusent d'accorder une clause d'exemption culturelle.

De là à conclure que cette négociation entraînera la perte de l'exclusion similaire réclamée par la France, «il y a un saut logique un peu fort», croit M. Bernier.

La France et l'exclusion culturelle

D'ailleurs, contrairement à ce que disaient la ministre Frulla et M. Jacques Parizeau, la France, par le truchement de l'Union européenne, ne bénéficie à l'heure actuelle d'aucune clause d'exclusion culturelle.

L'Europe a tout simplement refusé de participer aux discussions ayant trait aux services culturels lors de l'Uruguay Round, reportant le problème à la prochaine ronde de négociations du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers).

A ce titre, M. Jean Pettygrew, vice-président de Samson, Bélair-Deloitte, Touche, spécialiste des accords commerciaux, croit qu'il n'est pas exagéré de penser qu'une réouverture de l'ALENA sera utilisée comme

précédent par les États-Unis lors de futures discussions avec la France. «De toute façon, les États-Unis vont nécessairement revenir à la charge lors du prochain round. Si l'ALENA est ouvert, ça ne sera qu'un argument de plus en leur faveur», note-t-il cependant.

Pour ce qui du Québec lui-même, M. Pettygrew croit que des négociations seront inévitables, puisque l'Accord nord-américain ne pourra de toute façon s'appliquer dans les mêmes termes.

«L'accord s'applique à des États fédérés et il exclut une large part des politiques commerciales des provinces. Un Québec souverain n'étant plus un état souverain, l'ALENA s'appliquerait dans toute sa rigueur. Ce ne sera pas le *statu quo* pour le Québec», soutient-il.

Le Québec pourrait alors négocier sa propre clause d'exclusion culturelle, mais le géant américain profitera probablement de l'adhésion du Québec à l'Accord nord-américain pour exiger l'ouverture de ses marchés publics, notamment de sociétés d'État présentement exclues de l'ALENA, comme Hydro-Québec.

«Quand on négocie avec un adversaire de cette taille, on ne sait pas où ça finit. Et même quand les concessions sont négociées selon la règle, car elle est tordue en fonction du plus fort», juge-t-il.

Par ailleurs, M. Pettygrew estime qu'un Québec nouvellement souverain, désirant obtenir une place à l'ONU, à l'OTAN et des représentants à diverses organisations internationales, sera placé dans une situation de «demandeur», réduisant d'autant sa marge lors de négociations.

Si le PQ l'emporte

Les grands patrons voudront vite un référendum

MAURICE GIRARD
PRESSE CANADIENNE

Si le Parti québécois remporte les élections du 12 septembre, les chefs des grandes entreprises québécoises feront pression sur le gouvernement de Jacques Parizeau pour qu'il tienne dans les dix mois son référendum sur la souveraineté.

Un sondage effectué par le Conseil du patronat (CPQ) auprès de ses membres corporatifs révèle que 72 % des p.-d.g. du Québec souhaitent la tenue du plébiscite le plus rapidement possible, contre 11 % qui veulent un report et 17 % qui croient que le référendum n'aura pas lieu.

«Nous avons demandé aux 450 patrons de la grande entreprise — dont les 100 plus grosses firmes de la province — si, dans l'éventualité de l'élection du PQ, le gouvernement devait conduire un référendum et quand. C'est important, parce que c'est la première fois que le monde patronal se prononce là-dessus», a indiqué le président du CPQ, Ghislain Dufour, en révélant pour la première fois à la *Presse canadienne* le teneur de ce coup de sonde.

D'envergure plus modeste que les sondages faits dans le grand public, cette enquête tire son utilité et son importance de la clientèle interrogée. Il s'agit des chefs de grandes entreprises qui restent au cœur de l'activité économique de la province et de qui dépendent plusieurs décisions comme la création d'emplois et les investissements.

«Si le gouvernement pense qu'il va remettre le référendum dans trois ans s'il n'est pas sûr de le gagner, alors c'est non. Il va nous avoir à la trace parce qu'on veut régler le plus tôt possible ce dossier-là», avertit M. Dufour.

Sur le plan constitutionnel, les chefs de grandes entreprises québécoises ne cachent pas leurs couleurs; 80 % d'entre eux sont «carrément» fédéralistes, ce qui exclut «définitivement» l'appui à la thèse souverainiste du parti de Jacques Parizeau, «à moins que le PQ se fasse hara-kiri au niveau constitutionnel», une éventualité que le président du CPQ juge hautement improbable. «Comment puis-je ne pas considérer que c'est central, poursuit M. Dufour, quand un de notre propre gang, Richard Le Hir (candidat du PQ dans Iberville) dit, et je le cite: «Il est possible que la souveraineté du Québec provoque une fuite de capitaux. Il ne faut pas sous-estimer les conséquences car on sait quand ça commence mais on ne sait pas quand ça finit». Lui, il connaît le milieu, Richard.»

Le président du CPQ ne partage pas l'optimisme qui exsude des analyses des grandes maisons étrangères d'investissement. «Il faut prendre ça avec énormément de prudence, avec des pincettes. C'est évident que l'arrivée d'un gouvernement souverain crée une certaine incertitude», dit-il en rappelant que l'instabilité demeure la principale préoccupation du monde financier.

«Et quand, d'une analyse à l'autre, on prévoit un écart de 1 % dans la croissance de l'économie, ce n'est pas rien», rétorque Ghislain Dufour en guise de réplique aux analyses de la Banque Royale, du Conférence Board et de J. P. Morgan aux États-Unis, qui recommandent d'acheter des obligations du Québec, sous-évaluées en raison de la conjoncture économique.

Allô! Ici...



PHOTO PC

LE PREMIER MINISTRE Daniel Johnson, qui faisait campagne dans la région de Québec dimanche, a profité d'une halte matinale pour faire un appel personnel, préférant l'intimité de cette cabine téléphonique à celle du téléphone cellulaire électoral.

Parizeau ou le style de «la haute» britannique

PRESSE CANADIENNE

Lorsqu'il s'exprime dans l'autre langue officielle, le leader péquiste Jacques Parizeau manifeste une prédilection pour l'anglais «british».

Avec sa façon unique de s'esclaffer, son penchant pour les complets trois-pièces et son accent britannique, il semble parfois, aux oreilles de ses auditeurs familiers de la langue de Shakespeare, pasticher le style de «la haute» britannique.

Ses expressions un tantinet archaïques — «... not the foggiest idea», «humbly» — lui fournissent régulièrement l'occasion de dérider ceux qui participent au train-train politique quotidien du leader indépendantiste. Aux dires de ses amis et connaissances, cet économiste réputé, qui fut le ministre des Finances du Québec de 1976 à 1984, a été profondément marqué par son séjour à Londres, dans les années 1950. Il étudiait alors à la célèbre London School of Economics, sous la direction de James Meade, économiste qui a remporté le prix Nobel.

«Cette période fut importante dans sa vie, elle a influencé son comportement, sa façon de s'exprimer, raconte Ed Bantey, un de ses anciens adjoints du PQ, aujourd'hui chroniqueur pour le journal montréalais *The Gazette*. Il adorait l'Angleterre.»

Alors au début de la vingtaine, Jacques Parizeau vivait dans une grande pièce sous les combles («huge garret») à Londres, et il a déjà dit qu'il s'en était fallu de peu («within a hair») qu'il ne rentre pas

au Québec. Le whip du PQ Jacques Brassard, qui milite depuis longtemps à ses côtés, pense que M. Parizeau s'est inspiré du modèle du «gentleman» britannique, auquel le prédisposait son éducation bourgeoise dans l'aristocratique Outremont, ville voisine de Montréal. «D'une certaine façon, cela a consolidé un style de vie qui lui avait déjà été inculqué par sa propre famille», dit M. Brassard.

Le séjour de M. Parizeau chez les Britanniques aura été déterminant. Il y aura acquis la confiance requise pour se sentir à l'aise au sein de l'élite des gens d'affaires canadiens-anglais, dans les années 50, et cela aura vraisemblablement contribué à sa conversion à la souveraineté, dans les années 60.

«Les Québécois avaient l'impression qu'ils n'étaient pas bons dans le domaine des affaires ou de la technologie, déclarait M. Parizeau au cours d'une entrevue, en 1989. Mais à mon retour d'Angleterre, je ne me sentais nullement inférieur et cela ne m'inquiétait absolument pas.»

Outre ses manières et son parler britannique, M. Parizeau avoue un faible plutôt surprenant pour la reine Elizabeth II. «Cela remonte à longtemps», a-t-il confié.

En 1990, il s'était opposé aux plans d'un groupe de partisans péquistes voulant protester contre la visite de la reine à Hull. «Si nous décidions de changer d'institutions, nous changerions d'institutions. En attendant, je ne vois pas pourquoi nous ne rendrions pas tous les égards dus (à la reine).»

Les partis politiques n'auraient rien compris

La santé... connais pas

Libéraux et péquistes passeraient à côté d'un problème majeur

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Les partis politiques n'ont pas compris que les Québécois font de la santé une priorité, après l'emploi et presque à égalité avec la formation de la main-d'œuvre, a tenu à rappeler hier la Coalition sur la santé, MM. Johnson et Parizeau passent par conséquent à côté d'un problème majeur lorsqu'ils invoquent que le «Québec est cassé» pour appuyer le ticket modérateur.

L'une des porte-parole de la coalition de 22 organisations de personnes âgées et d'employés de soins de santé, Francine Genest, s'insurge notamment contre le fait qu'on se dirige en douce vers des soins de santé privés sans que cela fasse l'objet d'un débat pendant la campagne électorale. Toutes les ressources budgétaires additionnelles sont acheminées vers les médecins tandis qu'on coupe les médicaments aux personnes âgées et qu'il y a un «ratatinement» des autres corps d'emploi», explique la présidente de la Fédération des professionnels en techniques médicales.

Il y a deux poids deux mesures: on ajoute 120 millions de dollars additionnels sur une période de trois ans aux médecins et on prévoit sabrer 750 millions de dollars dans les hôpitaux. On voit que les médecins ont gagné l'affrontement de 1991, affirme-t-elle.

Car le budget de trois milliards de dollars de la RAMQ connaît une augmentation de 5 % tandis que le budget de dix milliards de dollars pour les hôpitaux et les CLSC a augmenté de moins de 1 % pour la même période, selon le relevé établi par Claude Saint-Georges, conseiller de la CSN sur les questions de santé et coordonnateur du groupe.

Pour sa part, Marianne Roy, présidente de Solidarité populaire, reprend à son compte l'estimation établissant que «si le gouvernement québécois adoptait une politique de remboursement des médicaments au plus bas prix, comme le gouvernement ontarien, les coûts des médicaments seraient inférieurs d'environ 30 à 40 millions de dollars par an». L'Allemagne a aussi adopté un plafond sur le coût global des médicaments qui a fait baisser la facture de 20 % en un an, dit-elle.

Le système de santé est en crise; il représente la première dépense de l'état avec 13 milliards de dollars mais les hommes politiques n'en parlent pas, rappelle Gisèle Bérubé, coprésidente de la Coalition des aînés du Québec.

Pour elle, il y a un effet dévastateur de cet impôt de deux dollars, nommé ticket modérateur. «Les gens éteignent leurs prescriptions, dit-elle, ils choisissent parmi les médicaments qui leur sont prescrits. Ce n'est pas rendre service que d'imposer ainsi les médicaments. Le seul petit effet bénéfique est de rendre les gens coupables pour qu'ils ne deviennent pas des avaleurs de pilules; mais s'ils sont plus malades, demande-t-elle, est-ce que ça aide le système?»

Toutefois, c'est avant tout la rémunération à l'acte des médecins, ce qui conduit à l'expansion des cliniques privées, qui agace le plus la Coalition sur la santé. La rémunération à l'acte suscite plus de consultation et fait s'élever la facture, selon la coprésidente de la Coalition des aînés.

Les coûts de la rémunération des effectifs médicaux échappent à tout contrôle. Malgré qu'on reconnaisse qu'il y a suffisamment de médecins actifs au Québec, de nouveaux médecins entrent en fonction et la RAMQ les rémunère automatiquement, peu importe le lieu de leur pratique médicale. Selon la Conférence des régions régionales, 806 nouveaux médecins s'ajoutent d'ici trois ans pour un coût supplémentaire de 120 millions de dollars. La coalition estime que ces sommes pourraient être affectées ailleurs.

On précise qu'il y a, au Japon, 165 médecins par 100 000 habitants comparativement à 204 au Québec; pourtant, les indicateurs de santé du Japon sont supérieurs aux nôtres. La question des médecins formés à l'étranger pourrait trouver une solution équitable, mais pas en les envoyant massivement dans les régions périphériques, estime encore cette Coalition, mais plutôt dans un cadre global de planification des effectifs médicaux lié à des honoraires fixes pour les médecins. La coalition demande que cesse l'ouverture anarchique de cliniques médicales dans les régions centrales avec facturation garantie auprès de la RAMQ. «On laisse s'instaurer sournoisement des services privés à domicile, souligne Francine Genest. Ce n'est pas la solution. En Ontario, où les services privés à domicile sont répandus, les contrats de laboratoire sont passés à 100 dollars par habitant tandis qu'ils sont à 70 dollars au Québec. Bref, conclut-elle, cela instaure une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres.»

LES ACTUALITÉS

Le Toronto Sun est formel

Le Service du renseignement à l'aide des néonazis?

Toronto (PC) — Un informateur rémunéré par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a contribué à fonder et à diriger le plus important groupe néonazi au pays, rapporte le Toronto Sun.

Selon ce quotidien, Grant Bristow n'a pas seulement joué un rôle dans la création du Heritage Front, organisme raciste favorable à la suprématie de la race blanche, il a également mené une campagne de harcèlement qui pourrait avoir contribué à des batailles de rue entre racistes et antiracistes, écrivait le journal, dimanche.

Toujours selon le Sun, le nom et l'origine véritables de Bristow restent inconnus.

Responsable du renseignement et codirecteur de la sécurité pour le Heritage Front, Grant Bristow a été rémunéré par le SCRS depuis le début de 1989, soit avant la naissance du Front, affirme le Sun sans révéler ses sources.

«Le SCRS a créé quelque chose qui ne peut être stoppé. Le Canada blanc devrait être reconnaissant», disait dimanche un message téléphonique du Heritage Front en réaction à la nouvelle voulant que Bristow était un informateur du SCRS.

Six mois après l'inscription de Bristow sur les listes de paye du SCRS, le Heritage Front était créé. Et quatre ans plus tard, le SCRS identifiait le Heritage Front et ses rejets comme une menace potentielle à la sécurité nationale.

Descrivant les tactiques du groupe, un ex-membre du Heritage Front, Ken Barker, avait dit que «Grant fournissait le bois, l'allume-feu, les allumettes, et donnait l'ordre de mettre le feu».

Des sources proches des milieux de l'espionnage soutiennent qu'au cours de 1993, Bristow a reçu de 50 000 à 60 000 dollars.

Un porte-parole du SCRS, Mark Boyer, a dit qu'il ne pouvait commenter cette affaire.

Ignorant le double rôle de Bristow, des membres du Heritage Front le décrivaient comme un «père fondateur» de l'organisation, avec Wolfgang Droege et l'éditeur de périodiques Gerry Lincoln.

Ce dernier a déclaré dimanche que Bristow n'avait eu aucun contact avec quelqu'un du Heritage Front depuis «au moins trois ou quatre semaines».

Le solliciteur général Herb Gray, le ministre fédéral responsable, en bout de ligne, du SCRS, s'est limité à dire qu'il lirait le texte de l'article et verrait ensuite s'il y a matière à en dire plus. Mais des militants antiracistes ont réagi avec indignation à la nouvelle et ont réclamé une enquête sur l'agence d'espionnage.

«Au lieu d'enquêter sur des menaces à la sécurité, ils les créent de toutes pièces», a lancé Kevin Thomas, membre d'Anti-Racist Action, qui a demandé que toute la lumière soit faite sur les activités du SCRS au sein du Heritage Front.

Un avocat de Calgary parlant au nom du Congrès juif canadien, M. Hal Joffe, a également réclamé une enquête rapide et approfondie sur le rôle soi-disant joué par le SCRS dans le Heritage Front.

Le SCRS a été mis sur pied après qu'eurent été révélés au grand jour les gestes illégaux faits par la section de la sécurité de la Gendarmerie royale du Canada au cours des années 70.

Envolée matinale

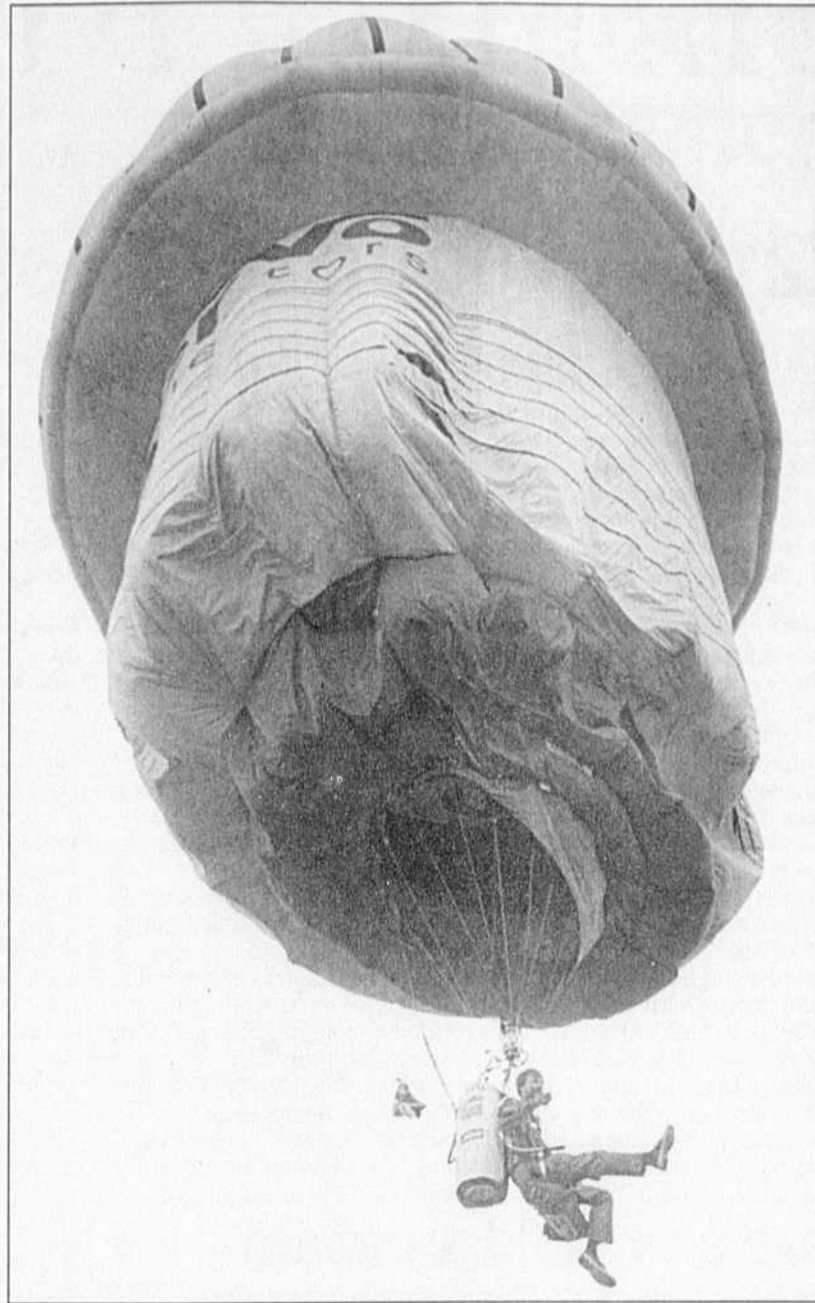


PHOTO JACQUES NADEAU

AÉROSTIER solitaire, Dee J. Shapland est venu d'Angleterre pour participer aux envolées matinales du Festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu. Bravant les courants et les menaces de pluie, le premier homme à avoir survolé la grande muraille de Chine en montgolfière s'est élevé au-dessus du Haut-Richelieu samedi matin, avec grâce et légèreté.

La majorité des appareils ont été sabotés

Les vidéopokers de Loto-Québec perdent la mise en Estrie

Sherbrooke (PC) — Installés depuis un peu plus d'une semaine en Estrie, les vidéopokers de Loto-Québec ont pris un dur coup en fin de semaine alors que la majorité des appareils ont été sabotés à Sherbrooke, Coaticook et Lennoxville.

Dans tous les cas, on a utilisé le même stratagème: de la colle versée dans les fentes où l'on glisse habituellement les pièces de monnaie.

L'effet a été immédiat: tout le mécanisme a été bloqué et l'on croit que les auteurs ont utilisé de la colle à prise instantanée.

«Il faut carrément changer des pièces de la machine», indique M. Denis Poirier, du bar Meadows, le seul endroit à Sherbrooke à posséder actuellement des appareils de Loto-Québec. On s'est aperçu du vandalisme à cet endroit vers 1h samedi matin.

«Je pensais tout d'abord qu'une consommation avait été renversée accidentellement sur l'appareil, mais on s'est vite rendu compte que les quatre appareils avaient été sabotés», a-t-il dit en entrevue.

A Sherbrooke, il a fallu attendre jusqu'à samedi soir avant qu'un technicien de Loto-Québec ne se présente pour réparer les dégâts.

Au motel Elmwood, à Lennoxville, les réparations ont été effectuées hier

matin. Le porte-parole de l'Association de l'amusement du Québec, Pierre Bourgault, de Sherbrooke, a vite réagi à ces actes de vandalisme, se défendant bien d'en être à l'origine.

«On se bat pour une cause et nous ne sommes pas des vandales, dit-il. Ces actes-là ne nous aideront pas dans notre cause et je fais même un appel au calme. Faire des gestes comme ça, ce serait comme se tirer des balles dans les deux pieds, c'est stupide. Ces actes de vandalisme vont causer plus de troubles que du bien», lance-t-il.

L'Association de l'amusement du Québec est en guerre contre le gouvernement, admet-il, «mais cette guerre-là, on va la gagner en cour, pas en faisant des gestes de vandalisme».

L'organisme regroupe plus de 1000 tenanciers de bars à travers le Québec, en plus de quelque 200 en treprises spécialisées dans la mise en marché des vidéopokers que le gouvernement veut interdire afin de faire place aux appareils de Loto-Québec.

L'Association de l'amusement du Québec prépare une offensive à l'échelle provinciale contre l'envahissement des appareils de Loto-Québec et n'écarte pas la possibilité de manifestations locales.

À en perdre la tête

Les descendants d'une paysanne guillotinée en 1794 se donnent rendez-vous en Bretagne

Brest (AP) — Environ 2800 descendants de Marie Chapalain, une paysanne de 43 ans guillotinée à Brest le 15 octobre 1794 pour avoir hébergé clandestinement deux prêtres réfractaires à la Constitution civile du clergé (1790), se sont retrouvés hier à Plouguin (Finistère) pour rendre hommage à leur aïeule.

Une sacrée réunion de famille pour 2800 «cousins» sur les 8170 descendants des 44 petits-enfants de cette femme à qui l'histoire bretonne a consacré plusieurs livres et chansons.

Il a fallu 15 ans de recherches pour Gaby Briant et Madeleine Mercel de l'Association Marie-Chapalain pour arriver à un arbre généalogique de 55 mètres de long, exposé sur des panneaux en bois et lieu d'une extraordinaire procession tout au long de la journée.

Celle-ci avait débuté à 10h30 par la messe dominicale célébrée par Mgr Clément Guillon, évêque de Quimper, et sept des neuf prêtres vivants de la lignée Chapalain, dans

la salle omnisports de ce village de 1200 habitants situé à 20 km au nord de Brest.

«Marie Chapalain était une simple paysanne mais d'une grande noblesse, celle du cœur, de la charité, et était d'un extraordinaire courage», a déclaré Mgr Guillon, qui a dénoncé «la société égoïste d'aujourd'hui».

Venus de toute la France, principalement de Bretagne mais aussi du Canada, des États-Unis et d'Afrique, ils étaient tous à l'heure de l'apéritif en quête d'un cousin disparu géographiquement. Les scènes de retrouvailles se succédaient autour d'un bar improvisé de 100 m de long et certains se découvriraient, au-delà des relations de bureau ou de régiment, un ancêtre commun. Après un pique-nique géant et une photo de famille sur le stade municipal, une pièce de théâtre relatant l'histoire de l'héroïne du jour a été présentée avant un concert. Tous devaient une nouvelle fois se retrouver autour d'un repas en commun pris en plein air.

Une nouvelle qui a de quoi réjouir les gens de Québec 2002

La candidature de Salt Lake City connaît des ratés

La facture sera salée pour tenir les premiers Jeux d'hiver du prochain siècle

RÉMY CHAREST
CORRESPONDANT À QUÉBEC

À la veille du dépôt des cahiers de candidature pour les Jeux d'hiver de 2002 devant le Comité international olympique, à Lausanne, la candidate favorite, Salt Lake City, connaît quelques ratés. Depuis la fin juin, l'appui de la population est en baisse, dans la foulée d'une crainte accrue d'un déficit et des coûts que le gouvernement pourrait avoir à assumer.

Cette faiblesse dans la cuirasse de la candidature généralement donnée gagnante de la course aux Jeux de 2002 a de quoi réjouir les gens de Québec 2002, qui ont pour leur part vu l'appui à la candidature reprendre du poil de la bête au cours des derniers temps.

Selon les plus récents sondages, le pourcentage de partisans des Jeux a chuté à 60 % dans la capitale de l'Utah, alors qu'il oscillait de 70 à 80 % depuis

plus d'un an. La raison semble s'expliquer par un autre volet du sondage, qui montre que 75 % des répondants croient que les contribuables auront plus à payer pour la venue des Olympiques que promis.

L'idée que les contribuables et le gouvernement de l'État n'auraient aucun frais à assumer pour défrayer le coût des Jeux olympiques était un des arguments de vente principaux du comité de candidature de Salt Lake City.

Le principal porte-parole de la modeste opposition aux Jeux, David Owen, proche du gouverneur de l'État et directeur des Utahns for Responsible Public Spending, un groupe de pression visant à surveiller les dépenses gouvernementales, s'était fréquemment interrogé sur les garanties financières qui permettent au comité de faire cette promesse.

Or, le gouverneur de l'Utah, Mike Leavitt, a dû avouer récemment aux reporters du Desert News,

un des principaux quotidiens de la ville, que l'État aurait l'obligation morale d'assumer un éventuel déficit des Jeux. Le gouvernement de l'Utah a déjà consacré 59 millions de dollars US à la construction de diverses installations sportives — piste de luge et bobsleigh et saut à ski —, un montant que le Comité olympique de Salt Lake City s'est engagé à reverser à l'État pour devenir propriétaire du site au lendemain des Jeux.

Des dépassements de coûts de un million de dollars pour la réalisation de la piste de luge et bobsleigh ont créé une certaine nervosité chez les législateurs de l'État, dont plusieurs étaient restés sceptiques devant la valeur de l'accord entre l'État et le comité de candidature. Des rumeurs à l'effet que le gouverneur s'apprêterait également à donner aux futurs acheteurs la possibilité de faire du développement commercial sur le site des installations sportives a également contribué à renforcer le scepticisme de la population.

Les Fêtes Gourmandes Internationales de Montréal

11 au 21 août - Île Notre-Dame

LE DEVOIR

VOUS INVITE À
DÉCOUVRIR LE SECRET DES VINS
ATELIERS VINS ET FROMAGES
TOUS LES JOURS AUX FÊTES GOURMANDES

17H00 ET 18H00

STAND # 238

Deux ateliers par jour dirigés par des connaisseurs réputés tels Jules Roiseau, Pierre Séguin, Champlain Charest, François Chartier, Claude Langlois...
Le coût des ateliers est variable selon les vins en dégustation.

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER

Un repas gastronomique

CE REPAS GASTRONOMIQUE POUR 4 PERSONNES AU BISTRO À CHAMPLAIN, D'UNE VALEUR DE 400\$, EST VALIDE JUSQU'AU 11 AOÛT 1995.

POUR PARTICIPER:
1. Complétez correctement le coupon de participation.
2. Visitez les Fêtes Gourmandes Internationales de Montréal du 11 au 21 août, et dégustez les vins fins du BISTRO À CHAMPLAIN.
3. Déposez votre coupon de participation dans la boîte identifiée sur le site au stand #238 - BISTRO À CHAMPLAIN, ou postez-le à:
Concours "Un repas gastronomique - Fêtes Gourmandes"
Le Devoir, 2050, rue de Bleury - 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9
Tirage le 21 août 94, 18h00, stand #238 - BISTRO À CHAMPLAIN

COUPON DE PARTICIPATION
CONCOURS
"Un repas gastronomique"

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____ TÉL. () _____

Question mathématique: [(4 x 2) + 20 ÷ 2] - 3 =

Les règlements de ce concours sont disponibles à nos bureaux. Aucun facsimilé.
..... Je suis abonné(e) au Devoir. J'achète Le Devoir à:

Pour comprendre la statistique

Charles Henry Brase
Corinne Pellillo Brase

guérin

Ce volume est conçu pour les élèves qui possèdent un bagage minimum en mathématiques. Les mêmes caractéristiques pédagogiques qui ont fait le succès des trois premières éditions se retrouvent aussi dans cette quatrième édition. Nous avons retenu la méthode graduée de résolution de problèmes. Notre expérience précédente en classe de cette méthode nous a convaincus que la formule que nous avons adoptée connaîtra un grand succès auprès des élèves inscrits à un cours d'introduction à la statistique. Les exercices et les travaux pratiques se rattachent à des applications courantes dans un grand nombre de situations pratiques. Les calculs complexes sont simplifiés par l'utilisation de tables et d'une procédure par étapes bien adaptée aux calculatrices.

Montréal, Guérin, 1994
ISBN 2-7601-2582-3
(720 p.) 58,75 \$

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE-UQAM
338, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)
Tél.: (514) 284-2210 Télécopieur: (514) 284-1849

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE ET COLLÉGIAL
168-170, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1K9
Tél.: (514) 861-5647 Télécopieur: (514) 861-5307

LIBRAIRIE GUÉRIN (primaire et secondaire)
4560, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L3
Tél.: (514) 849-1112 Télécopieur: (514) 849-6360

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels d'occasion)
4440, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L1
Tél.: (514) 843-6241

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels et littérature)
Station Métro-Langueuil
Langueuil (Québec) J4K 2T4
Tél.: (514) 677-6525

guérin Montréal
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Tél.: (514) 842-3481
Télé.: (514) 842-4923

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

CALDERON VEUT METTRE FIN À LA TOUTE-PUISSANCE DE L'ARMÉE

San Salvador (AFP) — Le président du Salvador Armand Calderon s'est engagé samedi à mettre fin à l'impunité dont jouissent les militaires et a annoncé la création de tribunaux d'honneur chargés des cas de corruption et de délits dans l'armée. «L'impunité dans notre pays est terminée et personne ni aucun secteur ne peut être au-dessus des lois», a déclaré le président à la presse. Cette décision intervient après que des militaires de haut rang ont participé, le 22 juin dernier, à une attaque contre un fourgon blindé de transport de fonds, et une semaine après qu'un colonel et un capitaine ont été accusés d'extorsion de fonds. «En tant que commandant des forces armées, j'ai donné des instructions pour que (...) les militaires impliqués dans des délits soient limogés, jugés par les tribunaux et mis en prison», a déclaré le président. Les accords de 1992 signés entre le gouvernement et la guérilla avaient reconnu le principe d'impunité de l'armée, une commission de notables étant simplement chargée d'épurer cette institution.

100 000 PERSONNES MANIFESTENT CONTRE L'AVORTEMENT

Manille (AFP) — Cent mille personnes ont manifesté hier à Manille à l'appel de l'église catholique contre l'avortement et la conférence des Nations unies sur la population prévue le mois prochain au Caire. Ce rassemblement, l'un des plus importants aux Philippines ces dernières années, avait été convoqué par le cardinal archevêque de Manille Jaime Sin pour dénoncer la politique du président Fidel Ramos en matière de contrôle des naissances. Plusieurs sénateurs, des vedettes de cinéma et l'ancienne présidente Corazon Aquino étaient présents. L'avortement, toujours illégal aux Philippines, était le thème officiel de cette manifestation visant surtout à dénoncer la politique familiale du général Ramos, premier président protestant de cette nation majoritairement catholique qui veut libéraliser la contraception artificielle.

PAPANDREOU MENACE L'ALBANIE

Athènes (AFP) — Le premier ministre grec, M. Andreas Papandreu, a prévenu hier que la Grèce prendrait «toutes les mesures nécessaires» contre l'Albanie pour riposter à la «provocation inconsidérée» que constitue le procès de cinq membres de la minorité grecque, qui doit s'ouvrir aujourd'hui à Tirana. M. Papandreu a fait part de cette détermination aux pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union européenne, dans des lettres adressées hier à leurs dirigeants, a indiqué un communiqué officiel grec. La Grèce «est obligée de prendre toutes les mesures nécessaires» pour riposter au «geste agressif envers la minorité grecque et à la provocation inconsidérée contre la Grèce», que constitue «la décision de l'Albanie d'organiser cette parodie de procès», souligne notamment M. Papandreu dans ces lettres. Il qualifie de «tolement infondées et de caractère politique» les accusations portées contre les cinq inculpés — haute trahison, visées expansionnistes et annexionnistes et liaisons avec les services secrets grecs. Les accusés, des responsables de l'organisation de la minorité grecque Omnia, avaient été arrêtés en avril dernier, après une attaque meurtrière contre une caserne albanaise, imputée par Tirana à un commando grec.

BALLADUR TOUJOURS MUET

Paris (Reuter) — Édouard Balladur a réaffirmé hier soir son intention de rester muet sur l'élection présidentielle avant janvier 1995. «Je n'en parle pas et tout mon objectif, c'est que l'on puisse dire, au terme de cette période de deux ans: la France va mieux grâce à la politique que nous avons menée. Si on me le dit, j'en serai tout à fait satisfait. Cela justifiera les efforts que nous aurons fait», a déclaré le premier ministre sur RMC. «J'ai dit qu'en ce qui me concernait, je souhaitais qu'on ne parle pas de l'élection présidentielle avant le début de l'année prochaine. Tout le monde a le droit d'en parler et de ne pas tenir compte de mon choix mais moi j'en tiens compte», a-t-il ajouté. Il a jugé qu'il ne fallait pas «se formaliser» ou «s'étonner» du débat déjà engagé au sein de la majorité RPR-UDF dans la perspective de l'élection du printemps 1995.

L'arrivée des soldats britanniques en Ulster il y a 25 ans

Adams évoque un cessez-le-feu de l'IRA

Des milliers de catholiques défilent dans les rues de Belfast

Belfast (Reuter) — «Après 25 ans, nous avons vaincu l'armée britannique», a affirmé hier Gerry Adams, chef du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, lors d'un rassemblement marquant le 25e anniversaire de l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord.

Gerry Adams a en même temps laissé entendre qu'un cessez-le-feu était envisagé par les républicains, en lutte contre la présence britannique en Irlande du Nord. «J'ai bon espoir de voir le processus de paix avancer vers son objectif de règlement politique négocié», a-t-il dit. «Nous voulons épargner à nos enfants le fardeau du conflit.»

Il a en même temps refusé d'accorder à la communauté protestante, comme Londres l'a demandé, un droit de veto à une éventuelle rupture de l'Irlande du Nord avec la Grande-Bretagne suivie d'une fusion avec la République d'Irlande.

Apparemment à l'adresse des extrémistes de son propre mouvement, il a déclaré: «Il y aura les inévitables rumeurs, les dubitatifs et les révisionnistes, ceux qui n'ont jamais été pour le processus de paix et qui nous diront que nous nous fourvoyons.»

Gerry Adams a estimé que le Sinn Féin bénéficiait actuellement d'une position de force: «Nous avons une stratégie de paix non parce que nous sommes faibles mais parce que nous sommes forts et confiants.»

Hier en début d'après-midi, trois marches sont parties de différents quartiers catholiques de l'ouest de Belfast pour rejoindre le centre-ville. Il y avait 2500 manifestants selon la police, 10 000 selon les organisateurs.

Le principal de ces défilés est passé devant le siège du Sinn Féin, dans le bastion républicain de Falls Road, où il a été rejoint par Gerry Adams, et son numéro deux, Martin Mac Guinnes.

Trois véhicules blindés de la RUC (police d'Ulster) ouvraient la voie aux marcheurs, tout au long de leur descente de la grande rue de Falls Road. Suivaient une vingtaine de jeunes portant un immense drapeau de la République d'Irlande. Derrière, les dirigeants républicains, puis la foule des manifestants, souvent venus en famille, marchaient au son des flûtes et des tambours de nombreux orchestres. L'atmosphère était détendue, malgré la

présence massive des forces de sécurité. Bien que l'objectif des marches était de réclamer leur départ, aucun des soldats croisés en chemin n'a été pris à partie.

Arrivés sur la place de l'hôtel de ville de Belfast, les manifestants ont crié leur joie. «Cette place est un symbole. Pendant des années on nous a interdit de manifester ici: qu'on nous permette d'y célébrer ce 25e anniversaire est signe que les temps changent», assurait une chômeuse de 29 ans.

Après avoir entendu les messages de solidarité de délégations étrangères, venues notamment des Etats-Unis, d'Australie, d'Espagne et des Pays-Bas, les manifestants ont longuement applaudi Gerry Adams, monté sur un camion transformé en tribune.

Les protestants, qui représentent 60% de la population d'Irlande du nord, ont renoncé à une contre-manifestation à la demande de la police.

Plus de 10 000 protestants ont défilé samedi dans les rues de Londonderry, où avaient éclaté en 1969 les émeutes qui avaient failli provoquer la guerre civile. Les soldats britanniques étaient alors intervenus pour mettre fin aux troubles

entre catholiques et protestants.

La journée d'hier avait débuté par le meurtre d'un catholique abattu par des extrémistes protestants, à Belfast. Les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF, interdit) ont accusé leur victime d'espionnage au profit des républicains qui veulent placer l'Irlande du Nord sous l'autorité de Dublin.

Ce meurtre porte à six le nombre de personnes tuées en cinq jours. Les extrémistes protestants veulent faire échouer la tentative de dialogue entre l'IRA et le gouvernement.

L'armée et la police sont en état d'alerte pour faire face à d'éventuels débordements lors des manifestations prévues pour commémorer 25 ans de présence britannique.

L'IRA a repris ses attaques pour ce week-end anniversaire avec deux attentats à la bombe samedi dans les stations balnéaires de Bognoy Regis et de Brighton.

«Il semble que l'IRA ait de nouveau lancé une campagne visant les civils», a déclaré un porte-parole de la police après la découverte d'un colis suspect sous la digue de Brighton.

Hommage à un soldat cubain



DES MILLIERS de Cubains ont rendu hier un dernier hommage à l'officier de marine tué la semaine dernière lors du détournement d'une vedette par des candidats à l'exil aux États-Unis. La cérémonie, à la mémoire du lieutenant Roberto Aguilar Reyes, s'est déroulée dans le port de Mariel et a tourné à la manifestation de soutien au gouvernement du président Fidel Castro. «Yankee, espèce de cochon, rends-nous l'assassin», scandait la foule à propos de celui qui a tué l'officier de marine et dont on ignore s'il sera poursuivi aux États-Unis ou extradé.

Un autre ministre japonais démissionne en trois mois

Il a défendu le passé militariste du pays

Tokyo (AFP) — Pour la deuxième fois en trois mois, un ministre japonais a été obligé de démissionner pour avoir défendu le passé militariste du Japon et provoqué l'indignation de plusieurs pays d'Asie.

Le premier ministre japonais, M. Tomiichi Murayama, a accepté hier la démission de son ministre de l'Environnement Shin Sakurai qui avait irrité Séoul et Pékin en défendant le rôle du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, a rapporté l'agence Jiji Press.

M. Murayama, qui doit se rendre à partir du 23 août aux Philippines, au Vietnam, en Malaisie et à Singapour, a nommé un ancien ministre de la Défense, M. Sohei Miyashita, pour remplacer le ministre démissionnaire, selon Jiji.

Le ministre de l'Environnement avait offert sa démission après avoir provoqué l'indignation des pays voisins en affirmant que le Japon n'avait pas voulu mener une agression en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale.

M. Sakurai comme son successeur sont issus des rangs du Parti libéral-démocrate (PLD), qui appartient à la coalition dirigée par le socialiste Murayama.

Sitôt exprimés vendredi, les propos de M. Sakurai, 61 ans, ont provoqué de vives critiques en Corée du Sud et en Chine, deux voisins du Japon qui ont particulièrement souffert des exactions commises par l'armée japonaise dans les années trente et quarante jusqu'à la reddition du Japon le 15 août 1945.

«Je ne pense pas que le Japon ait combattu dans le but de livrer une guerre d'agression», avait déclaré le ministre devant la presse, ajoutant que la guerre avait permis de libérer les pays asiatiques du colonialisme occidental.

Mesurant l'impact négatif de ses déclarations, le ministre les avait retirés le même jour. Le premier ministre socialiste, personnellement connue pour ses orientations pacifistes, avait

quant à lui vertement critiqué son ministre dès le lendemain, jugeant ses propos «très regrettables».

Le gouvernement de coalition japonais, parvenu aux affaires le 30 juin, doit faire vite pour calmer la tempête et éviter qu'elle ne ternisse son image dans la région. Les déclarations du ministre sont d'autant plus malvenues qu'elles ont été prononcées trois jours avant la commémoration aujourd'hui par le gouvernement japonais du 49e anniversaire de la reddition du Japon.

Mais le limogeage du ministre ne pourra pas suffire à lui seul pour rassurer les voisins du Japon car ces dernières déclarations, relèvent les analystes, reflètent en réalité des idées encore largement prévalentes dans la classe politique japonaise, presque 50 ans après la fin d'une guerre qui avait laissé le Japon exsangue et ruiné.

Nombre de responsables conservateurs japonais estiment, sans toutefois oser le dire tout haut, que le Japon n'a pas joué un rôle entièrement négatif en Asie-Pacifique jusqu'en 1945 et qu'il ne doit pas porter tous les torts.

«Les députés du PLD qui soutiennent l'opinion émise par Sakurai ne sont pas rares», soulignait hier le grand quotidien *Asahi Shimbun*.

Shigetō Nagano, ministre de la Justice du cabinet précédent du premier ministre Tsutomu Hata, avait été contraint lui aussi de démissionner il y a trois mois après avoir nié l'existence des massacres de Nankin en 1937.

Il avait estimé que cet épisode particulièrement sombre de l'agression japonaise en Chine qui s'était soldé par des dizaines de milliers de morts dans cette ville en quelques jours était une «invention» des autorités chinoises.

Selon les statistiques de Pékin, 300 000 Chinois, en grande partie des civils, ont été tués par les soldats de l'empereur japonais lors du massacre qui a suivi leur entrée dans Nankin le 13 décembre 1937.

NIGÉRIA

Syndicats et militaires ne s'entendent pas

Lagos (AFP) — Le conflit entre les syndicats et les militaires nigériens s'est durci alors que débute la septième semaine de grève du secteur pétrolier, les syndicats ayant réaffirmé samedi qu'ils lutteront jusqu'à l'obtention totale de leurs revendications.

De son côté, le gouvernement militaire fédéral se refuse à engager une quelconque négociation avec les syndicats sur leurs revendications politiques. Le pouvoir estime que leurs exigences sont «illégales» eu

égard aux statuts de ces organisations reconnus par le gouvernement.

Six semaines de grève et cinq rencontres avec les représentants des syndicats du secteur pétrolier n'ont débouché sur aucun compromis susceptible de mettre fin au mouvement qui a plongé le pays dans une situation de chaos économique et social.

En outre, les militaires ont ordonné vendredi aux employeurs de ne pas payer les ouvriers en grève, conformément à un décret pris en

1977 par une précédente administration militaire.

Loin de se laisser intimider par cette mesure, le secrétaire général du puissant syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz naturel (NUPENG), M. Frank Ovie Kokori, a réaffirmé samedi dans une déclaration au Guardian que son organisation était «déterminée à poursuivre sa lutte jusqu'au bout».

M. Kokori a déclaré que les militaires, eux-mêmes arrivés «illégalement» au pouvoir n'ont pas à dicter

leur conduite aux syndicats.

«Qui, sinon les travailleurs, devraient discuter de l'avenir de la nation», a-t-il demandé en réaffirmant que la lutte par le NUPENG était avant tout une «lutte politique».

Le NUPENG avait menacé vendredi de «détruire les installations pétrolières» du Nigéria si le gouvernement, comme il le soupçonne, venait à décréter la mise hors-la-loi du syndicat.

Tous les regards sont maintenant tournés vers la Haute Cour fédérale d'Abuja qui doit statuer demain sur sa compétence à juger l'opposant nigérian, Moshood Abiola, dont les syndicats et l'opposition réclament la libération et l'installation à la tête de l'Etat.

Le milliardaire musulman, qui a été emprisonné le 23 juin dernier, est jugé pour crime de «trahison» pour s'être proclamé «président» et commandant en chef des Forces armées du Nigéria après l'élection présidentielle du 12 juin 1993 annulée par les militaires.

Plusieurs délégations sont venues récemment apporter leur soutien aux syndicats du secteur pétrolier qui, depuis le déclenchement de leur grève «illimitée» le 4 juillet, sont en première ligne dans le combat mené contre le régime militaire au Nigéria.

Trois anciens gouverneurs civils, membres de l'opposition, sont venus saluer la lutte «héroïque» menée par les travailleurs du secteur pétrolier pour «un nouveau Nigéria» et se sont rendus à la résidence de M. Kokori, a rapporté la presse samedi.

RÉSULTATS
Loto-Québec

6/49 Tirage du 94-08-13

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 352 871,50 \$
5/6+	9 78 429,00 \$
5/6	306 1 845,40 \$
4/6	18 491 58,50 \$
3/6	342 041 10,00 \$

Vente totale: 18 058 118,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 200 000,00 \$
Prochain tirage: 94-08-17

Numéro complémentaire: 33

SELECT Tirage du 94-08-13

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 1 000 000,00 \$
5/6+	9 17 911,50 \$
5/6	27 1 105,60 \$
4/6	1 518 36,70 \$
3/6	21 244 5,00 \$

Ventes totales: 740 077,00 \$
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$

Extra Tirage du 94-08-13

NUMÉROS	LOTS
315464	100 000 \$
15464	1 000 \$
5464	250 \$
464	50 \$
64	10 \$
4	2 \$

Extra Super 7 Tirage du 94-08-12

NUMÉROS	LOTS
046667	100 000 \$
46667	1 000 \$
6667	250 \$
667	50 \$
67	10 \$
7	2 \$

SUPER 7 Tirage du 94-08-12

GAGNANTS	LOTS
7/7	0 3 000 000,00 \$
6/7+	0 65 418,50 \$
6/7	24 2 385,00 \$
5/7	1 380 148,10 \$
4/7	28 774 10,00 \$
3/7+	25 369 10,00 \$
3/7	241 561 part. gratuite

Vente totale: 3 503 482,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 3 500 000,00 \$
Prochain tirage: 94-08-19

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Créneaux
L'outil de concertation du milieu culturel

CHEVAUHEMENTS RECHERCHÉS

L'ODASQ est un organisme voué à la concertation du milieu culturel. L'une de ses activités consiste à mettre à jour la liste des conférences de presse Créneaux pour éviter que deux promoteurs invitent les journalistes le même jour à la même heure.

Organisation pour la diffusion des arts et spectacles au Québec
(ODASQ) Informations: 514 251-5040

7 OCTOBRE CONFÉRENCE DE PRESSE
7 OCTOBRE INVITATION
7 OCTOBRE 94 RSVP

ROBIC
DEPUIS 1992
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2V 3K2
Fax: (514) 945-7874 Tél.: (514) 989-0040
La maîtrise des intangibles

AIDER LE MONDE MOT À MOT

L'autonomie grâce à l'alphabétisation dans le monde en développement
1-800-661-9633

LE MONDE



Des pluies torrentielles s'abattent depuis plusieurs jours sur le camp de réfugiés rwandais de Kibumba, à quelques kilomètres de Goma au Zaïre.

PHOTO AP

Des ministres rwandais face à des réfugiés sceptiques

Le HCR juge prématuré de parler d'exode massif vers le Zaïre

Kibuye (Reuter) — Trois ministres du nouveau gouvernement rwandais se sont rendus pour la première fois dans la «zone humanitaire sûre» (ZHS) établie par l'armée française dans le sud-ouest pour tenter de rassurer la population.

Mais les réfugiés les ont accueillis avec scepticisme, voire hostilité.

Craignant d'éventuelles représailles du Front populaire du Rwanda (FPR), à majorité tutsie, qui a conquis le pouvoir le mois dernier les armes à la main, la plupart des réfugiés hutus refusent de retourner chez eux et envisagent même de fuir la ZHS lorsque les soldats français en seront partis.

Le ministre de l'Intérieur, Seth Sendashonga, le ministre du Rapprochement, Jacques Bihozagara, et leur collègue des Travaux publics, Charles Ntakirutenga, sont arrivés à Kibuye, à la limite nord de la zone française, à bord d'un hélicoptère de l'ONU.

Ils y ont rencontré des dirigeants locaux et ont parlé à 2000 personnes réunies dans un stade de football.

«On vient les rassurer pour leur dire que leur sécurité est assurée, qu'ils peuvent venir et vaquer à leurs occupations. Il n'y aura pas de représailles», a dit Seth Sendashonga.

«Ils m'ont dit qu'ils entendent beaucoup de rumeurs de gens qui se font tuer. Je leur ai dit d'aller voir les gens qui ont été à Kigali, qui font la navette et qui ont, eux, des témoignages crédibles», a-t-il ajouté devant les journalistes.

Les Français comptent quitter la ZHS d'ici sept jours, conformément au mandat de deux mois accordé par l'ONU.

Les réfugiés ne se sentent pas rassurés par le remplacement des troupes françaises par des Casques bleus de l'ONU et les organisations humanitaires craignent un nouvel exode vers le Zaïre, où s'entassent déjà des centaines de milliers de Rwandais dans des conditions épouvantables.

Entre 3000 et 5000 réfugiés ont quitté Kibuye samedi pour gagner Cyangugu, juste à côté de la frontière, face à la ville zairoise de Bukavu.

«Nous devons partir parce que les Français partent», a déclaré Daniel, ancien étudiant de 22 ans, avant de monter dans un camion à destination de Cyangugu. «Nous devons partir avant qu'ils nous tuent tous.»

L'ancien gouvernement hutu, réfugié au Zaïre depuis sa défaite, exhorte les Rwandais à fuir leur pays et à le rejoindre au Zaïre.

Seth Sendashonga a déclaré à environ 200 dirigeants locaux que le Rwanda sortait d'un «génocide à la dimension de l'Holocauste. Mais il est temps maintenant de reconstruire le pays, à commencer par une justice fiable, et c'est la première garantie donnée à la population.»

Lorsque Seth Sendashonga a déclaré à la foule rassemblée dans le stade de Kibuye que les autorités de Kigali ne cherchaient pas la vengeance, la plupart des réfugiés se sont mis à rire.

«Les gens ne le croient pas», a noté le maire de Kibuye, Augustin Karaba.

Le colonel français Patrick Sartre a confié que le choix du stade pour prêcher la réconciliation avait peut-être été maladroit: c'est dans ce même stade que des milliers de Tutsis ont été massacrés par les mili-

ciens hutus en avril dernier.

Jacques Bihozagara, seul Tutsi parmi les trois ministres, ancien porte-parole du FPR en Europe, a déclaré à la presse qu'il avait malgré tout bon espoir de voir les réfugiés rentrer chez eux.

«Ils ne peuvent pas être à 100% convaincus mais nous avons vraiment l'impression qu'ils vont revenir», a-t-il assuré.

Les trois ministres étaient accompagnés par le général ghanéen Henry Anyidoho, numéro deux de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (MINUAR) et par le représentant spécial de l'ONU Shahryar Khan.

Par ailleurs, des organisations humanitaires à Bukavu, dans l'est du Zaïre, ont confirmé hier que des centaines de réfugiés arrivaient du Rwanda. Mais elles jugent prématuré de dire que le départ imminent des troupes de l'opération Turquoise de la zone de sécurité du sud-ouest du Rwanda entrainera un nouvel exode massif.

«En ce qui nous concerne, le mouvement de population vers le Zaïre est normal, il n'y a là rien de dramatique», a déclaré Abou Moussa, coordinateur à Bukavu du HautCommissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

«Nous ignorons ce qui se passera demain ou après mais je ne suis pas convaincu que ces prétendus mouvements de population ont bien lieu en ce moment», a-t-il dit à Reuter.

Un porte-parole du Bureau d'urgence des Nations unies au Rwanda a déclaré qu'un million de Hutus pourrait franchir la frontière dans les prochaines semaines.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Accord contre les tireurs embusqués à Sarajevo

Sarajevo (AFP) — Les Serbes et les Bosniaques ont signé hier à Sarajevo un accord pour réduire au silence les tireurs embusqués, salué comme un important progrès par l'ONU.

Ils se sont également engagés verbalement à ne plus tirer sur les avions qui assurent le pont aérien alimentaire sur l'aéroport de la capitale assiégée par les forces serbes de Bosnie.

L'accord contre les tireurs embusqués, paraphé devant la presse, doit entrer en vigueur dès aujourd'hui et prévoit notamment des poursuites pour ceux qui le violeraient, sous la responsabilité des autorités de leur camp.

«C'est un pas très important vers le retour de la ville à la normale», a déclaré le général Michael Rose, qui commande la Force de Protection des Nations Unies (FORPRONU) pour la Bosnie.

Un accord de principe dans ce domaine conclu par les belligérants à la fin du mois de juillet était resté sans effet.

Entre le 28 juillet et le 5 août deux personnes ont été tuées et 20 blessées dans le secteur de la ville sous l'autorité du gouvernement de Sarajevo.

Le moyen de transport le plus populaire de la ville, le tramway, pris quotidiennement pour cible, a dû être arrêté par la municipalité.

Aucun bilan global n'est disponible pour les victimes dans les quartiers serbes, mais la FORPRONU avait confirmé récemment qu'une femme y avait été tuée et un homme blessé par des tireurs bosniaques.

Les tireurs se cachent dans des immeubles abandonnés le long de la ligne de démarcation et l'important dispositif de riposte mis en place par FORPRONU n'a pas été en mesure jusqu'à présent de faire cesser leur activité.

Le ministre pour les relations avec l'ONU, Hasan Muratovic, et le chef du 1er corps d'armée, le général Wahid Karavelic, ont signé l'accord de hier pour le gouvernement de Sarajevo.

Un des vice-présidents de la république serbe proclamée unilatéralement en Bosnie, Nikola Koljevic et le commandant des forces serbes pour le secteur de Sarajevo, le général Dragomir Milosevic, ont signé pour les Serbes de Bosnie.

Le coordinateur des affaires civiles de l'ONU pour Sarajevo, Viktor Andreev, a participé à la cérémonie de signature.

L'accord prévoit que les signataires donnent dans les 24 heures des ordres «publics» pour prohiber «explicitement» l'action des tireurs contre les militaires, les civils et le personnel de l'ONU.

Il prévoit également que la FORPRONU prendra «les mesures appropriées» pour repérer et identifier les tireurs.

«Ceux qui sont identifiés (seront) dénoncés publiquement et poursuivis par la justice de leur bord», conclut l'accord.

Le général Rose s'est refusé à donner des détails sur les nouvelles mesures de surveillance que la FORPRONU comptait prendre.

ITALIE

Berlusconi et Bossi se réconcilient publiquement

Les deux leaders se font des spaghetti à 5 heures du matin

Arcore (AFP) — Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi et son allié de la Ligue du Nord (fédéraliste) Umberto Bossi se sont réconciliés samedi, après des semaines de dissensions, partiellement à l'origine de la déroute de la lire, ces jours derniers, sur les marchés des changes.

Les deux hommes ont passé près de vingt quatre heures ensemble dans la villa du président du Conseil à Arcore (nord de Milan) avant de se serrer vigoureusement la main devant les caméras de télévision, et de tenir une conférence de presse impromptue sur la pelouse.

«J'ai dormi la porte ouverte. À cinq heures du matin, on s'est fait des spaghetti», a dit Umberto Bossi, en présence d'un Silvio Berlusconi tout souriant.

«Voyez-vous, il n'a pas eu peur que je l'assomme dans son sommeil», a renchéri le chef du gouvernement.

Cette mise en scène était destinée à redorer l'image de l'Italie à l'étranger, et à redonner confiance aux Italiens, en particulier aux milieux d'affaires, inquiets des tiraillements au sein de la majorité, mais plus encore de l'absence d'une politique cohérente depuis trois mois de gestion.

La semaine passée, la lire s'est dépréciée de 2,86 % à Milan, battant jour après jour des records historiques de baisse.

«L'existence du gouvernement n'a jamais été remise en cause, a assuré Silvio Berlusconi, mais les observateurs étrangers le juge instable. Tout cela porte préjudice à notre pays. La majorité a le droit de ne pas être d'accord à 100 % sur tout. Mais, il faut faire attention à ce que le débat interne ne nuise pas à notre image à l'étranger.»

«Ce gouvernement durera longtemps. Il n'y a aucun doute à ce sujet, a affirmé le chef de la Ligue. Nous sommes d'accord sur un point : faire du tapage ne sert à rien, sinon à nuire à l'image du pays à l'étranger.»

En dépit de leur volonté affichée d'aplanir le malaise actuel, les deux hommes, qui se sont promenés en se tapotant sur l'épaule, ont apparemment campé sur leurs positions.

Nous n'avons pas «des vues parfaitement identiques», a relevé le sénateur Bossi. «Il existe une totale concordance de vues sur les questions fondamentales, comme la révolution libérale en cours, mais un désaccord est possible sur telle ou telle question», a admis Silvio Berlusconi.

L'adoption d'une loi antitrust sur la télévision est leur principale pomme de discorde. Réclamée à cor et à cri par Umberto Bossi qui juge qu'elle constitue «le fond du débat», elle contraindrait Silvio Berlusconi à vendre son groupe de communications Fininvest, qui lui assure le monopole de la télévision privée.

Autres questions «restant à définir», selon le sénateur: le fédéralisme, longtemps au centre du programme politique de la Ligue du Nord, et la création d'un parti unique. Cette idée, chère au président du Conseil, a été lancée au lendemain de sa victoire aux élections européennes. Mais, ses alliés de la Ligue comme de l'Alliance nationale néo fasciste de Gianfranco Fini la rejettent catégoriquement. Trêve estival donc, en attendant la rentrée.

L'OTAN se cherche un patron

Bruxelles (Reuter) — Après avoir rendu un hommage appuyé au secrétaire général de l'OTAN Manfred Woerner, décédé samedi des suites d'un cancer, les dirigeants occidentaux sont confrontés à la difficile tâche de lui trouver un successeur.

Premier Allemand à avoir dirigé l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord depuis sa création, il y a 45 ans, Woerner, 59 ans, était à sa tête depuis six ans.

Sa force, reconnaissent les diplomates, est d'avoir saisi le rôle que l'OTAN devait jouer dans l'Europe de l'après-guerre froide, et d'avoir eu l'expérience politique ainsi que la volonté nécessaires pour assurer la cohésion des alliés.

Le ministre néerlandais de la Défense Reus Ter Beek a déclaré hier qu'il était encore trop tôt pour parler de succession, mais il a reconnu que ce ne serait pas chose facile. «Il est important que le vide qu'il a laissé soit comblé rapidement. Il nous faut trouver un successeur au moins du même calibre que Woerner», a-t-il dit à l'agence néerlandaise ANP.

Ces derniers mois, alors que les 16 alliés se demandent si la maladie permettrait à l'ancien ministre alle-

mand de la Défense d'aller jusqu'au bout de son mandat, à la mi-1996, deux noms ont été fréquemment cités comme successeurs éventuels: le diplomate norvégien Thorvald Stoltenberg et l'ancien président du Conseil italien Giuliano Amato.

Fait que Stoltenberg soit actuellement médiateur de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie pourrait faciliter le travail conjoint de l'OTAN et des Nations unies dans la région, notent des diplomates. En outre, la Norvège n'a jamais occupé le poste de secrétaire général.

Amato, de son côté, à la différence de nombreux autres politiciens italiens, n'a pas été ébloué par les scandales de corruption, et, en tant que socialiste, il ne risque pas d'être affecté par les préoccupations que suscite à l'étranger la présence d'éléments d'extrême droite au sein du nouveau gouvernement italien. Mais l'Italie a déjà détenu le poste une fois.

Le premier ministre néerlandais sortant, Ruud Lubbers, candidat malheureux à la succession de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, a aussi été évoqué.

Montréal, le 7 juillet 1994

Monsieur Daniel Johnson

Premier ministre du Québec

885, Grande-Allée Est, Édifice J. 1er étage
Québec (Québec) G1A 1A2



La Ligue des Droits et Libertés

Monsieur le Premier ministre,

Le 23 juin 1994, le ministère de la Justice avait la Ligue des droits et libertés que ce ministère s'était engagé à lui verser pour l'année financière 1993-1994 — et que la Ligue reçoit depuis une quinzaine d'années — (était réduite de 40 000 \$ à 10 000 \$).

Les signataires de cette lettre désirent vous exprimer leur inquiétude face aux conséquences d'un tel geste. Nous considérons qu'il est de notre responsabilité de porter à votre attention les raisons qui fondent, à notre avis, la nécessité d'apporter un correctif à cette étonnante décision.

Quels sont les faits, Monsieur le Premier ministre ?

Le 18 novembre 1993, le ministre de la Justice, Monsieur Gil Rémillard, confirma qu'un montant de 40 000 \$ serait versé pour assurer le maintien des activités de la Ligue. Cette confirmation se rapportait à l'exercice financier commençant le 1er avril 1993 et se terminant le 31 mars 1994.

N'ayant pas reçu l'argent, la Ligue s'adressa de nouveau au ministre de la Justice, le 20 janvier 1994, et demanda à rencontrer le ministre de la Justice, Monsieur Roger Lefebvre.

Quelques semaines plus tard, le ministre de la Justice accepta de rencontrer les représentants de la Ligue auxquels il fit part de la reconnaissance, par son ministère, de l'importance du rôle joué par la Ligue des droits et libertés dans la société québécoise. Les représentants de la Ligue quittèrent néanmoins cette réunion, tenue à Québec le 7 avril, sans réponse claire du Ministre quant au moment où cette subvention serait versée.

Entre temps, des représentations étaient faites auprès du Ministre, notamment par Madame Michèle Rouleau, lauréate du Prix de la Justice du Québec (1992) et du Prix des Droits et Libertés de la Commission des droits de la personne du Québec (1992), et l'présidente du Comité d'honneur de la campagne d'adhésion du 30e anniversaire de la Ligue des droits et libertés, et aussi, par Monsieur Gregory Baum, professeur de théologie à l'Université McGill et membre du Comité d'honneur.

La Ligue des droits et libertés nous paraît avoir fait preuve, dans cette situation, d'une assez grande patience face à l'hésitation du Ministère à respecter un engagement pris formellement au nom du gouvernement québécois.

Devant la tournure actuelle des événements, il nous semble nécessaire de vous alerter de manière à faire en sorte que le gouvernement que vous dirigez puisse trouver le moyen d'assurer le respect de cet engagement. Nous sommes confiants qu'en nous adressant à vous, Monsieur le Premier ministre, une solution positive au problème sera trouvée.

En effet, comment serait-il possible à quelque organisme que ce soit de planifier sérieusement ses activités et dépenses si le ministère qui s'engage à le subventionner pouvait se permettre de revenir sur sa parole quelques mois plus tard ? La Ligue des droits et libertés nous a d'ailleurs informés que le déficit de l'exercice financier pour lequel la subvention s'appliquait (93-94) est justifié de l'ordre de 41 645 \$, ce qui équivaut à peu près au montant de la subvention non versée.

Nous intercérons en faveur de la Ligue pour une autre raison, liée davantage à l'importance que nous accordons à l'existence de cet organisme. En 1993, la Ligue des droits et libertés fêta son 30e anniversaire. Née dans la foulée de la Révolution tranquille, cet organisme de défense et de promotion des droits et libertés fondamentales a joué un rôle de premier plan à plusieurs égards : accès à la justice, adoption de la Charte québécoise des droits de la personne, relations interethniques, rapports Québécois-Autochtones, liberté d'expression...

Son rôle de «chien de garde» de la démocratie n'est pas négligeable, non plus. Nous convenons qu'il n'est pas toujours agréable pour un gouvernement d'être interpellé au nom de principes démocratiques ou de droits humains, mais l'existence de tels organismes et la possibilité qu'ils poursuivent leurs activités en toute indépendance ne constituent-elles pas une police d'assurance pour la santé d'une société démocratique comme la nôtre ?

Autrement dit, la société québécoise peut-elle se priver de la contribution d'une Ligue des droits et libertés ?

Nous sommes persuadés que non, et cela nous incite à réaliser que l'effet concret de cette décision de votre gouvernement pourrait être la réduction du tiers du personnel de cet organisme. Or, trois employés (seulement) œuvrent à la Ligue des droits et libertés. Est-il sensé de réduire davantage les ressources déjà minimales d'un organisme qui, par ailleurs, est reconnu comme essentiel, comme en témoigne le fait d'avoir été le premier récipiendaire, en 1988, du Prix des Droits et Libertés, lors du 25e anniversaire de la Ligue ?

Monsieur le Premier ministre, si nous apposons notre signature au bas de cette lettre, c'est que nous avons la ferme conviction que notre société ne peut pas se passer de la Ligue des droits et libertés. Nous espérons que vous partagerez notre sentiment et que vous saurez résoudre le problème actuel.

Nous vous demandons donc d'accepter de rencontrer les représentants de la Ligue dans les plus brefs délais.

En espérant que votre réponse à notre démarche sera positive, veuillez recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

- M. Alerte Avril, secrétaire exécutif, Bureau de consultation jeunesse
- M. Normand Beaudet, coordonnateur, Centre de ressources sur la non-violence
- Mme Lise P. Bergévin, directrice générale, Lemcar
- M. Jean Éthier Blais, écrivain
- M. Pierre Bonin, coordonnateur, Concertation pour Haiti
- M. Sam Boskey, conseiller municipal, Ville de Montréal
- M. Michel Bourdon, député de Pointe-aux-Trembles
- Mme Claudette Carboneau, vice-présidente de la CSN
- M. Jacques Champagne, directeur, Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- M. René Richard Cyr, comédien
- M. Pierre Dansereau, professeur émérite, Université du Québec à Montréal
- Mme Françoise David, présidente, Fédération des femmes du Québec
- M. Serge Demers, directeur général, Union des artistes
- M. Jean Dorion, président, Société Saint-Jean Baptiste
- M. Jacques Dufresne, directeur, journal L'Agora
- Mme Marie-Ferron, peintre
- M. Jacques Folch-Ribas, écrivain
- M. Hervé Fonlon, président directeur général, Éditions Hurtubise, RWB
- M. Louis Fournier, écrivain
- M. Jean-Jacques Gagnon, Rilonnier de Montréal
- M. Martin Girard, président, Défense des enfants-international
- M. Jean-Claude Gobé, député de Lafontaine
- Mme Danielle-Maude Gosselin, présidente générale, Syndicat de la fonction publique du Québec
- M. Gilbert Gravel, vice-président, Brasseries GMT inc.
- Mme Stella Guy, présidente, Défense des enfants-International-Canada
- Mme Louise Harel, députée de Hochelaga-Maisonneuve
- Mme Anne Hébert, écrivain
- Mme Fatima Houda-Pépin, présidente, Centre maghrébin de recherche et d'information
- M. Jean-Claude Icart, président, Bureau de la communauté chrétienne des Hautes-de-Montréal
- M. Jack Jedwab, directeur des relations communautaires, Congrès juif canadien
- Mme Jackie Kistabish, présidente, Association des femmes autochtones
- Mme Andrée Lachapelle, comédienne
- M. Raymond Laliberté, professeur, Université Laval
- Mme Abby Lippman, professeure, Université McGill
- Mme Suzanne Loiselle, entraîneuse missionnaire
- Mme Norma Lopez, directrice générale, Nous tous un soleil
- M. Alexis Martin, comédien
- M. Marcel Masse, conseiller principal, Groupe CFC
- M. Fo Niemi, directeur général, Centre de recherche-action sur les relations raciales
- Mme Lorraine Pagé, présidente de la CEJ
- Mme Madeleine Parent, féministe et syndicaliste
- M. Dan Philip, président, Ligue des Notrs du Québec
- M. Jean-Guy Pilon, président, Académie des lettres du Québec
- M. Jean-Louis Roux, comédien
- M. Augustin Roy, président, Corporation professionnelle des médecins du Québec
- M. Roger Saucier, directeur général, Centre international de solidarité ouvrière
- M. Giuseppe Scirtino, candidat du Parti Québécois dans Mercier
- Mme Marie-Claire Séguin, auteure-compositrice-interprète
- M. Richard Séguin, auteur-compositeur-interprète
- Mme Monique Simard, candidate du Parti Québécois dans Bertrand
- M. Walter Tom, président, L'Amitié chinoise de Montréal
- Mgr Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme
- Mme Louise Vandellac, professeure, UQAM
- c.c.m. Jacques Parizeau, chef de l'Opposition
- Ont aussi signé, mais après que la lettre fut envoyée au Premier ministre, le 7 juillet : Mme Rivka Augenfeld, présidente de la Table de concertation des organismes de Montréal pour les réfugiés
- Mme Ariane Émond, journaliste
- M. Pierre Jasmin, président, Artistes pour la paix
- M. Robert Libman, député de l'Arcy-McGee
- Mme Claudette Picard, Bâtonnière du Québec
- M. Michel Tremblay, écrivain
- Ont envoyé une lettre personnelle au Premier ministre : M. Pierre Dansereau, professeur émérite, UQAM
- M. Jean Doré, maire de Montréal
- M. Edward Broadbent, président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

La publication de cette lettre a été payée par les amitiés et les membres du Conseil d'administration de la Ligue des droits et libertés.

Haiti musèle encore plus les médias

Interdiction de diffuser les déclarations des ambassades

Port-au-Prince (AFP) — Le gouvernement provisoire haïtien du président Emile Jonassaint (non reconnu internationalement) a interdit ce week-end aux médias locaux de diffuser les déclarations des ambassades étrangères dans le pays.

Dans un communiqué signé du ministre de l'Information, de la Culture et de la Coopération, M. Jacques Saint-Louis, le gouvernement rappelle aux «organes de presse locaux l'interdiction formelle qui leur est faite dans le cadre du décret sur l'Etat de siège du 31 juillet 1994 de diffuser ou relayer des informations ou déclarations émanant des ambassades étrangères ou de leur service de presse sans son autorisation expresse».

Ce communiqué vise essentiellement l'ambassade des Etats-Unis et son porte-parole, Stanley Schraeger, qui sont les seules entités diplomatiques à diffuser des déclarations ou des notes de presse concernant la crise ou la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier depuis l'expulsion de la mission civile internationale OEA-ONU, le 13 juillet dernier.

Le communiqué demande en outre aux responsables des médias locaux «d'éviter de publier de façon légère et inconsidérée toute nouvelle susceptible de créer une atmosphère de panique et de confusion dans le pays».

É D I T O R I A L

La cote d'alerte pour les réfugiés

Sylviane Tramier

La télévision nous donne à voir presque chaque jour une humanité à la dérive, ballottée aux quatre coins de la planète par les conflits ou les désastres naturels. Un frêle esquif sur lequel, au péril de leur vie, s'entassent des hommes et des femmes hagards et désespérés. Des colonnes d'êtres faméliques sur des routes poussiéreuses, à perte de vue. Le regard sombre, plein d'un reproche muet, d'une vieille femme dans un camp de transit en ex-Yougoslavie. Les images qui nous montrent ces déracinés sont implacables; les chiffres accablants.

Au cours des 20 dernières années, le nombre de réfugiés a augmenté avec une rapidité alarmante. On atteint maintenant la cote d'alerte.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ils sont aujourd'hui 23 millions à avoir fui leur pays, chassés par la persécution, la tyrannie, la guerre ou d'autres fléaux, naturels ou non. Ils seraient en outre 26 millions à avoir été déplacés, forcés d'abandonner leur foyer pour les mêmes raisons, réfugiés dans leur propre pays. En tout, il y a dans le monde 49 millions de personnes qui vivent la condition précaire et incertaine des réfugiés.

Dans son dernier rapport annuel, l'organisme Amnesty International, basé à Londres, souligne l'actualité brûlante du problème des réfugiés.

Il est si grave que l'on peut d'ores et déjà parler de crise du système international, mis en place il y a plus de 40 ans pour garantir à chacun le droit de quitter son pays en cas de persécution et de chercher un asile temporaire dans un autre.

Lorsque le HCR a été établi, en 1951, en vertu de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés, la question des réfugiés était considérée comme une sorte de produit dérivé de la guerre froide qui disparaîtrait lorsque triompherait le camp des pays capitalistes. Le HCR devait principalement son existence à la persécution politique ou religieuse qui frappait les dissidents dans les pays du bloc communiste. Il devait être une agence temporaire, chargée d'aider pendant quelques années les réfugiés, pris dans les bouleversements de l'après-Deuxième Guerre mondiale, à s'établir à l'ouest. Le HCR était confié à un seul diplomate de l'ONU; aujourd'hui, il a un personnel de 3500 employés.

Son rôle s'est aussi considérablement accru, notamment à la fin des années 1970, au moment des exodes massifs de population du Cambodge et du Viêt-nam. Le HCR a dû alors se doter de capacités logistiques plus importantes. Il fallait voir grand. Il fallait pouvoir établir rapidement d'immenses camps de réfugiés dans des pays tiers, comme en Thaïlande, à la frontière cambodgienne. Il fallait organiser la vie dans les camps, assurer l'ordre, garantir la sécurité des réfugiés. Là se faisaient la sélection des réfugiés et les formalités en vue de leur installation dans les pays d'accueil.

La fin de la guerre froide, loin de le rendre caduc, a donné au HCR une nouvelle raison d'être. Les conflits régionaux et les guerres civiles, cette forme suprême de persécution des populations, ont

conduit à l'érection de nouvelles frontières, de nouveaux murs de Berlin. La Bosnie notamment, est étouffée sous un carcan de lignes de démarcation qui séparent les familles, divisent les villages et forcent les populations à chercher refuge loin de leurs foyers. On estime à trois millions le nombre de Bosniaques réfugiés à l'extérieur de la Bosnie ou déplacés à l'intérieur du pays.

Le HCR est souvent débordé, dépassé par la soudaineté et l'ampleur des déplacements de population, comme au Rwanda, où plus d'un million de personnes ont franchi la frontière zaïroise en quelques jours.

Dirigé par l'énergique diplomate japonaise Sadako Ogata, le HCR a gagné en notoriété à la suite des actions qu'il a menées en Bosnie et au Rwanda. Infatigablement, Mme Ogata se bat pour faire circuler les convois d'aide humanitaire en Bosnie, et pour inciter les pays donateurs à se montrer généreux lorsque surgit une nouvelle crise. Son travail, elle le reconnaît, devient un peu plus difficile avec chaque nouvelle catastrophe, toujours plus grande que la précédente.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie allait marquer un tournant dans l'action du HCR. Dans ce conflit, l'ONU a autorisé le HCR à aller sur place, directement auprès de ceux qui ont besoin de protection sans attendre qu'ils aient réussi à franchir la frontière du pays.

Ainsi en Bosnie, le HCR fonctionne comme une autre organisation humanitaire, au milieu d'un pays en guerre.

Cela ne va pas sans soulever des difficultés pratiques, en plus de poser des problèmes de fond. Beaucoup croient qu'en se rapprochant des persécutés, le HCR s'éloigne des principes sur lesquels il a été fondé, et qu'il permet aux pays réticents à l'accueillir les réfugiés de se dédouaner à peu de frais. Lorsque le HCR établit un camp de réfugiés dans un pays en guerre et qu'il apporte une protection aux populations en danger, il fournit du même coup aux pays d'accueil limitrophes une raison commode de déroger aux principes du droit imprescriptible à l'asile. Les fondements du droit de tout individu de franchir une frontière pour se mettre à l'abri de la persécution s'en trouvent affaiblis.

En outre, comme l'exemple de la Bosnie le montre, il a souvent été impossible de garantir la sécurité des populations des «zones protégées» lorsqu'elles sont prises pour cibles par les belligérants.

Dans ce cas précis, la nouvelle approche du HCR est un échec. Elle a permis de freiner et de canaliser l'afflux massif de réfugiés qui autrement se seraient répandus dans les pays voisins. Mais on peut se demander si, tout compte fait, elle n'a pas desservi la cause pour laquelle le HCR a été créé.

La fin de la

guerre froide

a donné au HCR

une nouvelle

raison d'être.

LETTRES

Le calcul stratégique

Dans son texte intitulé «Le stratège québécois» (*Le Devoir*, 6-7 août 1994), M. Pierre-Yves Bonin demande avec raison aux Québécois de réfléchir au calcul stratégique d'une victoire péquiste aux prochaines élections suivie d'un non à un référendum sur l'indépendance.

Il y voit un gaspillage d'énergies ou, pire encore, l'enclenchement d'un processus que les électeurs auront ensuite du mal à contrôler.

Pourtant, c'est bien là ce que les Québécois s'apprêtent à faire, si l'on se fie aux sondages.

Dans le système bipartite que nous connaissons, il n'existe pas 56 façons de dire: vous nous avez dupés alors que vous aviez le mandat de défendre nos intérêts; vous avez mal géré cette récession; vous n'avez aucunement renouvelé votre pensée ou votre équipe.

M. Bonin signale que le contexte de cette élection diffère de celui de 1976, en ce que le PQ s'est donné, dans son programme actuel, le mandat d'enclencher le processus de séparation dès son élection. Tout d'abord, il serait maladroît pour le chef du PQ, qui sait interpréter les sondages tout comme ses adversaires, de ne pas rajuster son tir sur ce point.

Les libertés que se sont permises les libéraux avec leur propre programme donnent toute la marge nécessaire au PQ; les récentes déclarations de MM. Bouchard et Le Hir laissent présager une démarche moins dogmatique.

Si, malgré tout, une élection du PQ entraînait la mise en marche, à plus ou moins brève échéance, d'un processus référendaire qu'il faudrait ensuite contrer, cette immense perte de temps et d'énergies vives serait le fruit non d'un mauvais calcul stratégique des Québécois, mais de l'impasse dans laquelle nous aura

laissés l'équipe libérale de Robert Bourassa. Infliger une cuisante défaite aux libéraux est notre seule façon de les obliger à se remettre en question, à se renouveler, ou à disparaître.

Nous ne saurons que plus tard si le même remède doit être appliqué aux péquistes.

La stratégie que semble avoir choisie le peuple québécois est sage. En démocratie, nous ne pouvons jouer qu'une seule carte à la fois.

Pierre Casgrain

Pierrefonds, 7 août 1994

Rapatrier les fonds et les étudiants

Les bourses d'étude accordées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science viennent de connaître une diminution substantielle pour les étudiants québécois inscrits dans les universités étrangères, sous prétexte, comme le déclarait récemment le ministre Chagnon, de rapatrier des fonds et des individus.

Cette mesure, discutable dans l'ensemble, devient franchement odieuse pour certaines régions comme l'Outaouais.

Carl Bouchard

Hull, 11 août 1994

Les droits des gais et lesbiennes

Il y a quelques semaines, le gouvernement de Bob Rae échouait dans sa tentative de faire reconnaître certains droits pour les gais et lesbiennes de l'Ontario. On ne peut que déplorer ce dénouement qui risque de faire perdre plusieurs années à notre cause.

Mais il y a lieu de s'interroger sur les raisons qui ont poussé certaines organisations gais à défendre dans une espèce de *package deal* des revendications légitimes et partagées

de tous, comme la question des avantages sociaux et des revendications pour les moins réactionnaires telles que le «droit» au mariage entre conjoints du même sexe.

D'où vient cette idée saugrenue que le mariage est un droit au même titre que le droit au logement, au travail ou à la sécurité? Le mariage est une institution conservatrice qui a une histoire et surtout, il me semble, avec les buts que nous poursuivons.

Je ne nie pas que certains d'entre nous puissent avoir de telles aspirations — on ne dira jamais assez que les «homosexuels» ne forment pas un tout homogène — mais il est peut-être temps de réaliser les implications de ce genre de valeurs sur l'ensemble de nos luttes.

Il faut regretter le temps où le discours pro-homosexuel était critique, libérateur, créatif, tout en ayant une portée universitaire. On parlait alors de liberté, de justice, d'indépendance d'esprit.

Aujourd'hui, si la cause des gais et des lesbiennes a gagné en efficacité, notamment grâce à la formation de groupes d'intérêt aguerris, elle a beaucoup perdu en profondeur. Le lobbying a malheureusement remplacé la réflexion critique. Nous avons maintenant des intérêts à faire valoir mais guère de convictions.

Nous avons perdu la vision d'ensemble qui nous permettait de relier nos luttes à celles d'autres groupes progressifs dans la société.

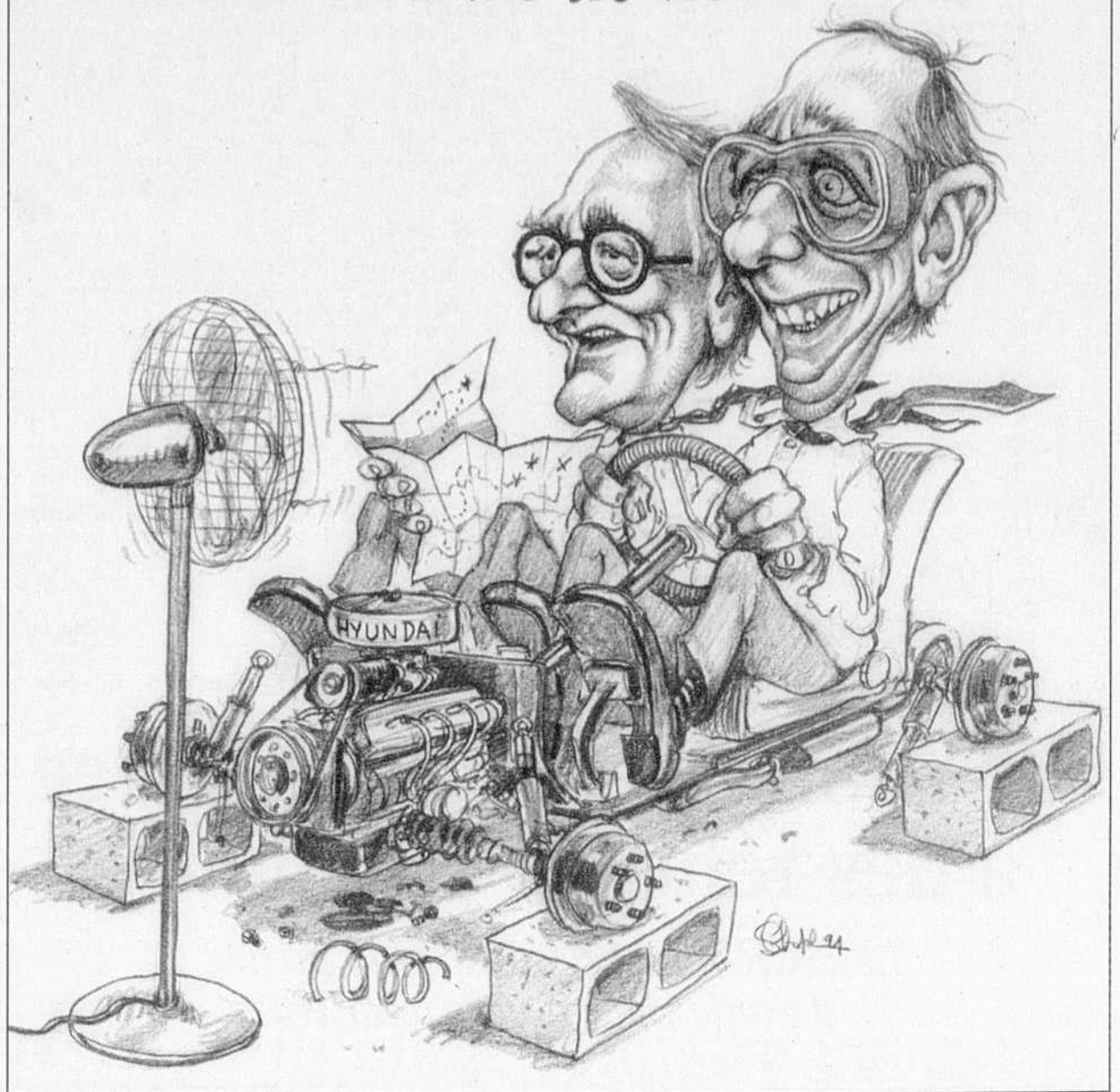
Nous cultivons trop souvent l'esprit de secte, la dichotomie homo-straight, un peu comme si nos différences étaient enracinées dans nos gènes.

Tout cela explique peut-être le problème de sens qui transpire de nos revendications et qu'il est grand temps de regarder en face...

Marie-Hélène Béard

Québec, 4 août 1994

UN PAS DE PLUS SUR LA VOIE DES 400 000 EMPLOIS



REPRISE

Le dos au mur

Havre-Aubert, le 8 août 1994
Cher Denis,

Avant de partir en vacances, j'ai reçu l'appel d'une femme que j'ai connue gamine et pour laquelle j'ai gardé beaucoup d'affection. Sous mes questions en rafale, elle m'a raconté les dernières péripéties de sa vie qui, jusqu'ici, se passaient bien. Établie aux États-Unis depuis un an, à 23 ans, elle se débrouillait ma foi fort honorablement.

Sa voix felette m'indiqua que tout venait de basculer: l'image de quelqu'un qui vient de frapper un mur m'a traversé l'esprit.

À la suite d'une erreur de contraception, elle est devenue enceinte d'un jeune amoureux qui cohabitait avec elle depuis quelques mois. Placée devant le fait, elle s'est mise à rêver avec lui de garder l'enfant.

Sa situation professionnelle est tout de même instable. Récemment, le-père-malgré-lui a annoncé qu'il ne jouerait pas à papa-maman avec elle. Il a dit non merci et tourné ses regards vers une nouvelle blonde... On a les fuites qu'on peut, parfois sans cœur. Le contrat lui paraissait trop lourd.

Il était un peu tard pour avorter et je ne crois pas que ma jeune amie ait sérieusement envisagé jusque-là.

Elle a tenté de négocier un partage de responsabilités, malgré leur rupture, mais en vain. Elle a alors décidé de jouer son va-tout et de faire face à la musique seule. On ne fait pas de la même façon, souvent on s'arrache le cœur par peur des regrets ou des remords.

Je ne connais qu'une version des faits, et je ne veux pas porter de jugement hâtif sur ce cas précis, mais ce coup de fil m'a bouleversé. On pense à nos filles, dans pareille situation, n'est-ce pas? Qu'aurait fait la mienne, que fera la vôtre, dans dix ans? Mais aussi, que feraient nos fils? Je n'en ai pas, et le vôtre est si petit encore.

Les hommes comme les femmes ont le droit de refuser d'être parents de nos jours. Il demeurera toujours que les femmes qui se retrouvent enceintes sans l'avoir voulu, encaissent dans leur corps le choix ou le refus de la maternité.

Des hommes vieux style — parfois très jaunes — continuent de se cacher la tête dans le sable, détournent leur regard de la réalité des femmes en se disant que c'est au-dessus de leurs forces de la partager. Et contre leurs intérêts immédiats. Cela s'apparente à un abandon.

Pourtant, les femmes ont besoin d'appui pour prendre une décision éclairée.

À tout âge, les femmes ont besoin du soutien des hommes même s'ils ne sont plus leurs amoureux, jamais de leur rejet humiliant. De mille manières, des hommes font encore peser sur le dos des femmes leur héritage biologique comme si c'était une tarte qui les ramenait à leur vraie place. Bien sûr, il y a là de la peur, un stress particulier devant une situation difficile, mais pourquoi si peu de gestes responsables?

J'aimerais continuer de parler avec vous du rapport aux enfants qui nous divise souvent, hommes et femmes. Des objectifs que nous poursuivons en les accueillant dans nos vies, mais surtout de la façon dont nous partageons — ou pas —, les responsabilités qui s'y rattachent.

Je lis un ouvrage passionnant sur mon bord de mer: *Les hommes et leurs sentiments* d'Anthony Astrachan, une traduction de l'américain *How Men Feel* (1989). Je vous le recommande avec empressement.

Ariane

Lac-à-la-Tortue, le 10 août 1994
Chère Ariane,

Lhistoire que vous partagez aujourd'hui est triste à pleurer. Triste pour la jeune femme qui aura, semble-t-il, un enfant dans de mauvaises circonstances; triste pour le jeune homme qu'on accablera de sa paternité refusée; triste surtout pour cet enfant qui naîtra à la suite d'un malentendu, petite victime innocente de géniteurs imprévoyants et hagards. Des parents par défaut, l'enfant du hasard.

À sa façon, cette histoire est typique d'un état, non pas généralisé, mais amplement documenté de cette manière dont certains hommes s'acquittent de leurs responsabilités lorsque la sexualité se fait reproductive: ici, par contre, on est forcé d'admettre que si l'utérus ne fait pas la mère, le testicule ne fait pas le père. Autrement dit, la parentalité est un choix.

Une fois la conception entamée cependant, la mesure qui sépare les hommes des femmes défavorise injustement ces dernières. Comme si on faisait «per» sur le dos des femmes leur héritage biologique». On entend encore résister le funeste *tota mulier in utero*...

On peut lire également, en filigrane, le rêve insensé de faire de l'enfant le pivot d'un couple qui n'a pas eu le temps d'en devenir un. La mesure d'un couple se reflète souvent par la façon qu'il a de négocier l'insoutenable ou le hasard.

Plusieurs se cassent les dents pour moins que ça.

On n'impose pas la vertu et nul n'est tenu à l'héroïsme, comme chacun le sait, voilà pourquoi il faut se garder d'hypothéquer sa vie par des gestes irréversibles.

Les temps ont changé. Il n'y a pas si longtemps, le geste irréversible eût consisté à avorter. En vertu de l'adage selon lequel il vaut mieux avoir un enfant en moins qu'un enfant de trop, l'irréversible, aujourd'hui, serait de garder un enfant non voulu. Cela me semble être le cas au vu du «sacrifice» que s'apprête à faire votre amie.

Tout dépend du critère privilégié pour pondérer son jugement: le bien d'une femme au printemps de sa vie adulte ou celui d'un fœtus anonyme et accidentel.

Ah, quelle injustice pour cette femme qui voit sa vie bouleversée à la suite d'une «erreur» de contraception.

Il est assez choquant de penser qu'une femme enceinte puisse traîner son sort comme le prisonnier son boulet.

Alors que, lorsqu'elle est désirée, la venue d'un enfant peut être un événement si merveilleux. Quand on sait de quel investissement l'enfantement est rempli, quand on s'est collé à toute l'énergie et à la préoccupation constantes qu'exigent les soins et l'éducation d'un petit enfant, je trouve presque cruel d'exiger qu'une femme vive tout cela dans l'abandon.

Les femmes des générations précédentes vivaient les aléas d'une grossesse insidieuse dans la honte et la culpabilité.

On leur faisait payer cher. Malgré l'étiquette infamante dont on les accablait, la société avait prévu une solution de compromis pour ces enfants dits illégitimes: l'adoption.

Depuis que le libéralisme idéologique informe nos politiques sociales et que la débrouillardise à la petite semaine tient lieu de justice sociale, les femmes démunies sont plus seules que jamais. C'est complètement indécent.

Denis

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSAÇON, CHRISTINE HOUDE

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

IDÉES

Éducation et recherche

Un tas d'injures

Si le ton polémique de Normand Baillargeon incitait à la réserve, la réponse qui lui a été faite porte à croire qu'il a peut-être raison

PASCALE ROY

Conseillère en communications

Il est de plus en plus question à la télévision, dans les journaux et à la radio des problèmes que connaît l'école québécoise. Malgré les incertitudes et les statistiques désastreuses dont on fait constamment état, on peut demeurer confiant car cette attention accrue, cette prise de conscience, constitue le premier pas nécessaire vers un avenir meilleur.

Le texte publié récemment par deux professionnels de l'éducation et intitulé «Le mépris d'un faux frère», a cependant porté un rude coup à mon optimisme.

Qu'il est désolant de voir des gens hautement qualifiés — si l'on en juge par leur statut professionnel — tenir des propos aussi puérils et mesquins. Davantage que les idées de Normand Baillargeon, c'est ce genre de texte, qui n'est, en somme, qu'un tas d'injures ne nous apprenant rien sur l'éducation, qui risque de répandre dans la population «un climat de mépris envers toute la communauté universitaire».

Par le ton qu'ils adoptent, on comprend vite que les auteurs se sont sentis visés par les critiques de M. Baillargeon concernant certaines pratiques de recherche. Je m'étonne que des universitaires se targuent de «rigueur intellectuelle» n'aient pas aussitôt saisi l'occasion pour faire valoir leur travail. Les trois lignes les plus intéressantes de ce texte indiquent que les auteurs sont responsables d'un laboratoire en sciences de l'éducation. Comme beaucoup d'autres lecteurs sans doute, je n'ai aucune idée de ce qui peut bien se faire dans un tel laboratoire.

Messieurs les chercheurs, expliquez-nous en quoi consiste votre travail et démontrez-nous vraiment la contribution que vous apportez à l'amélioration de notre système scolaire. Il est inacceptable que vous vous contentiez de tirer la langue à ceux qui ne pensent pas comme vous en les traitant d'André Arthur, ce qui n'est qu'enfantillages déplacés compte tenu de la gravité du sujet en cause.

Vous trouvez cela sérieux, comme argumentation pour prouver la fausseté d'une opinion, de déclarer que son auteur est trop «grassement payé» et qu'il ne mérite pas le poste qu'il occupe? Voyez-vous, il est très peu intéressant, pour les lecteurs, de savoir que M. Baillargeon est méprisant envers ses collègues.

Ce que l'on veut savoir, c'est pourquoi les jeunes ont tant de difficultés à maîtriser leur langue; pourquoi l'on connaît un tel taux de décrochage, pourquoi l'écart est si grand entre la formation dispensée et les besoins du marché de l'emploi; pourquoi, enfin, les jeunes semblent entretenir un rapport si douloureux avec la connaissance tel qu'en témoigne ce texte touchant,

publié dans *Le Devoir*, dans lequel une étudiante au cégep exprime combien elle souffre à l'école.

Je ne comprends rien à cette hargne féroce et à ces histoires de «fossiles» et d'éducation réservée aux «enfants blancs, mâles aux parents bien nantis» dont parlent les deux chercheurs. Je ne comprends rien aux arguments qu'ils nous servent et qui, de toute façon, n'abordent pas les difficultés et les réalités de l'école. Ils sont outrés parce qu'un professeur d'université signe une chronique présentant des idées qui lui sont personnelles, ce qui «engagerait toute la profession».

Les professionnels d'une même discipline sont-ils tenus d'être tous parfaitement d'accord? Si tel avait toujours été le cas, nous croirions certainement encore que la terre est plate. En quoi est-ce mal de profiter de la liberté d'opinion que procure une tribune journalistique?

Cette liberté d'opinion, si chère à toute démocratie, serait-elle absente des universités?

En fait, l'indignation des chercheurs qui prônent pourtant la démocratie et l'anti-élitisme, semble simplement provenir du fait qu'un universitaire s'adresse à un public profane et amène, sur la place publique, des débats dont on n'entendait jamais parler.

Lorsque je lis qu'il serait trop long de s'employer à déraciner les préjugés véhiculés par M. Baillargeon — ce qui aurait été le seul exercice valable —, j'entends par là qu'on me juge inapte à y comprendre quelque chose. Lorsqu'on me supplie de ne pas tenir compte des propos de quelqu'un sans prendre la peine de me fournir des arguments solides, je considère que l'on me croit incapable de faire la part des choses et de me forger une opinion juste.

Cette assurance d'avoir absolument raison — en tant qu'universitaires «répondant aux exigences (de leur tâche)» — et ce déni du jugement de ceux qui ne sont pas du milieu, n'est-ce pas là l'attitude la plus élitiste qui soit?

Si le ton résolument polémique de M. Baillargeon m'incitait à une certaine réserve, la réponse qui lui a été faite me porte plutôt à croire qu'il a peut-être raison.

Je trouve inquiétant que des scientifiques, ayant pour mission de développer le système scolaire québécois, tiennent des propos aussi incohérents et futiles. Je trouve inquiétant que des savants s'attardent davantage à se taper sur la tête qu'à développer leurs idées.

Messieurs les universitaires, s'il vous plaît, parlez-nous d'éducation et lavez votre linge sale en privé.

La recolonisation de l'Afrique

Peau noire, rêves gris

La politique étrangère occidentale est toujours contrecarrée par les intérêts privés

LUCIEN MANDJANDJA NAKI

Activiste africain

Qu'il soit Hutu ou Tutsi, qu'il soit Peul ou Mossi, Ashanti ou Ewe, Maure ou Touareg, «chaque fois qu'on l'a vu éclorre quelque part, il annonçait le feu, la famine, la misère... Aussi, le mépris de l'homme...»

Franz Fanon, dans *Peau noire masques blancs*, avait déjà signalé dès les années 1960. C'est de l'homme noir qu'il parlait qui est, aux yeux de l'homme blanc, synonyme de calamités naturelles. A ces propos, les dernières images en provenance du Rwanda sont éloquentes.

La plupart des régimes nés des coups d'Etat et de la décolonisation des années 1960 ont condamné l'Afrique à une nouvelle forme d'esclavage qui est celle de la dépendance alimentaire, qui est un vrai fléau, un crime contre l'humanité.

A cause de ce crime commis par les élites néo-coloniales de Kinshasa, Rabat, Dakar, Abidjan, Douala, Bamako, Kigali, Lomé, Libreville, l'Afrique connaît une grande famine en l'an 2000. A en croire les experts, cette perspective paraît bien plus probable que la matérialisation de tous les beaux programmes et plans de développement mis en chantier depuis 20 ans. Les événements du Rwanda viennent confirmer que le laps de temps qui nous sépare de l'an 2000 verra l'état de morbidité physique, intellectuelle et morale de la majorité de la population africaine se perpétuer.

Le vrai scandale dans la tragédie qui pointe à l'horizon, ce n'est pas l'attitude des *shous* macabres de l'aide des pays occidentaux qui, pourtant, sont responsables de cette situation. Ce sont les stupéfactions et compassions hypocrites de ceux qui s'imaginent que c'est en niant la réalité qu'on

parviendra à la changer.

Malgré tout cela, lorsque l'Afrique sera entièrement affamée dans quelques années, les Occidentaux devront bien la nourrir, ne serait-ce que par solidarité ou par complexe de culpabilité, ou pour la recherche de publicité et, pourquoi pas, la création d'emplois pour les chômeurs occidentaux.

Aussi, même du point de vue de l'éthique capitaliste qui caractérise les sociétés de consommation occidentales, celles-ci seront perdantes, car obligées d'entretenir une masse de gens sans espoir d'en tirer grand-chose en retour, à cause de la morbidité de la population comme dans le cas rwandais.

Un autre rendez-vous manqué

Dans son ouvrage intitulé *La Victoire des vaincus*, le professeur Jean Ziegler écrit: «Dans la plupart des Etats et sociétés francophones d'Afrique noire, le pacte colonial persiste au-delà de l'accession à l'indépendance formelle.»

Même sous les gouvernements socialistes, la politique étrangère des pays occidentaux vis-à-vis de l'Afrique est toujours contrecarrée par les intérêts privés. Le cas le plus marquant de la décennie est celui de la France de François Mitterrand, qui va bientôt terminer son mandat.

Le peuple africain espérait, depuis la victoire des socialistes en France le 10 mai 1981, un changement de la politique étrangère française.

Il comptait trouver dans la France de François Mitterrand une alliée motivée, puissante, capable de l'aider à construire dans la liberté, loin des contraintes et des contradictions qu'impose nécessairement l'alliance avec les banquiers et les industriels.

Le rendez-vous pris avec l'histoire par le peuple français le 10 mai 1981 et les peuples du Tiers Monde souffrira de la même malédiction qui vient de souffler l'espoir que la communauté africaine du Canada avait mis dans la venue des libéraux au pouvoir: «L'argent avant tout», tel est le slogan de M. André Ouellet, ministre canadien des Affaires étrangères.

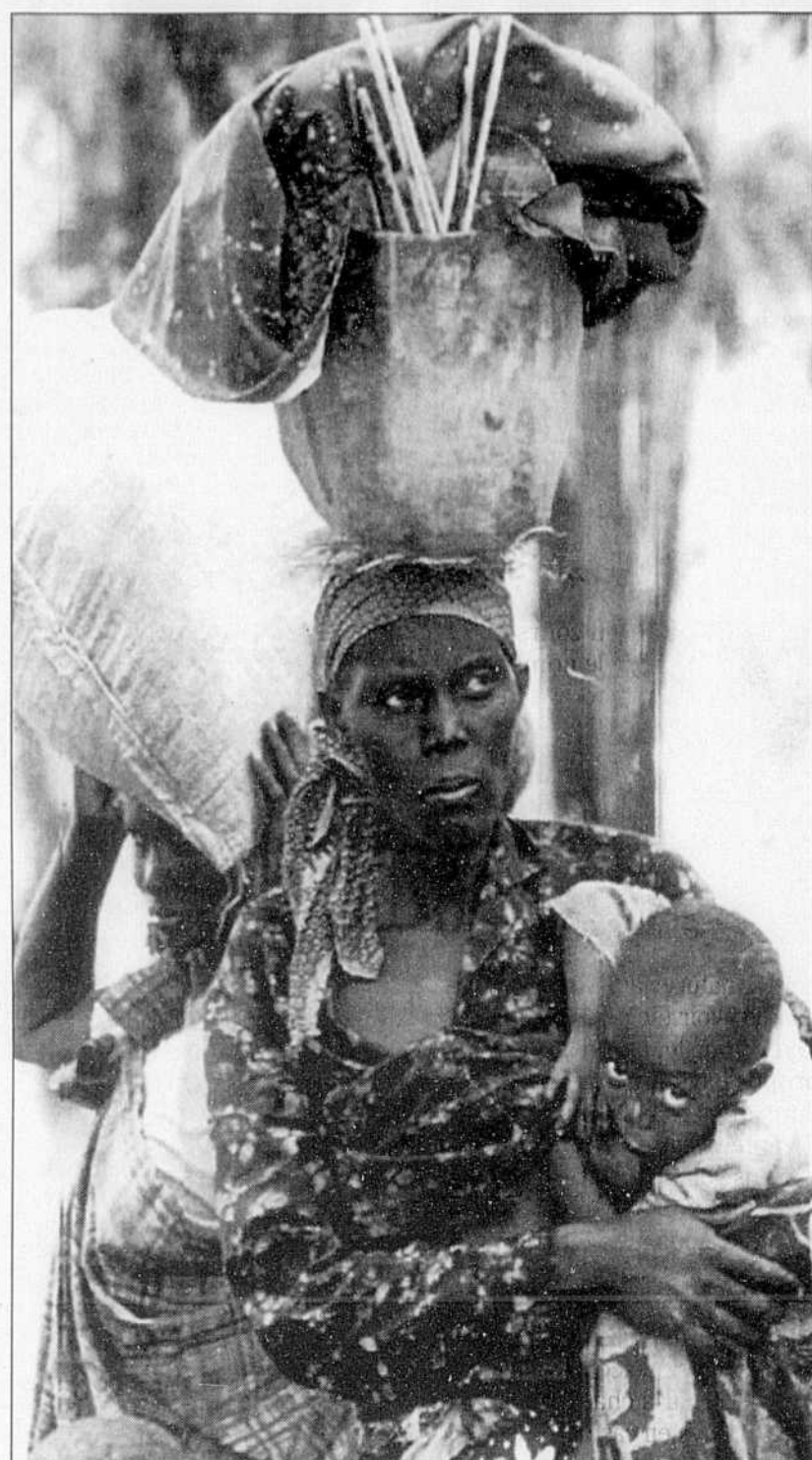


PHOTO AFP

La francophonie ou le pacte colonial

Profitant de la guerre civile au Rwanda et des relations assez tendues entre Kinshasa et Bruxelles, la France joue actuellement, comme en 1977 et 1978, lors de deux guerres du Shaba sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing, les gendarmes en Afrique centrale.

Car le gouvernement français est le seul qui, loin de se désengager de l'ancienne colonie belge, s'emploie par tous les moyens à soutenir le régime Mobutu.

En quelques semaines et sous diverses formes, l'aide française a doublé et l'aide financière pour le gouvernement Kengo est en route.

Dans les conditions politiques et socio-économiques actuelles du Zaïre, toute aide octroyée à tout premier ministre qui lui est favorable serait sommairement interprétée et utilisée par Mobutu et son clan comme une légitimation de son pouvoir au moment où il était déjà isolé sur le plan international.

En Algérie, le feu couve sous les cendres, mais le Zaïre est sur un volcan même si on refuse d'accepter l'éventualité d'une révolution à l'iranienne. Les événements tragiques du Rwanda sont un signe annonciateur du drame que connaîtra l'Afrique centrale. En 1960, le même Franz Fanon, avec un génie prémoniteur, écrivait que «le Congo (Zaïre) est la gâchette de l'Afrique».

Une gâchette qui pourrait bien se retourner contre ceux-là mêmes qui l'ont armé pour causer une autre hécatombe semblable à celle du Rwanda.

L'Afrique devrait passer de 555 millions d'habitants à 1,5 milliard en 2025 selon les hypothèses des Nations unies. Il faudra un long effort pour mobiliser en faveur de la démocratie une population qui était restée totalement indifférente aux violations des droits élémentaires de la personne et qui a perdu le moral.

Le grand frère du faux frère

Si la recherche est nécessaire dans toutes les professions, pourquoi ne le serait-elle pas en éducation?

CLERMONT GAUTHIER MAURICE TARDIF

Département de psychopédagogie Université Laval

Bernard Jasmin (*Le Devoir*, 3 juillet 1994) réagit à notre prise de position (*Le Devoir*, 7 juin 1994) sur les propos de Normand Baillargeon dans sa chronique du 10 mai dernier. Ecorché au passage par nos remarques, M. Jasmin nous répond de façon péremptoire en défiant quiconque, honnête et critique, de montrer que son livre, *De l'éducation* (Guérin), vise à promouvoir un système élitiste. Eh bien oui, nous persistons à soutenir que vos propos et votre livre sont éminemment élitistes! A l'instar des autres prophètes de la décadence et des annonceurs du déclin de la culture invoqués par M. Baillargeon, vous rêvez vous aussi d'un ordre scolaire et culturel disparu, qui vous sert constamment d'étalon pour mesurer le présent et culpabiliser les jeunes et les enseignants et ceux qui œuvrent en éducation. Mais voyons un peu quel étrange idée vous vous faites de l'élitisme...

La Grande Culture

Qu'entendez-vous au juste par élitisme? Vous ne le dites nul part mais à lire vos propos sidérants, on comprend que vous détournés de votre usage personnel une notion commune. Dans votre ouvrage, vous prétendez, par exemple, que les collègues classiques n'étaient pas élitistes! Or, à moins de mettre entre parenthèses un ensemble considérable de faits importants, on ne peut soutenir pareille affirmation sans verser dans le ridicule. En effet, quand on sait que dans les collèges classiques les «meilleurs» étaient sélectionnés à l'entrée, quand on sait que le contenu de leurs programmes, issu de la Renaissance, était centré d'abord sur les humanités classiques et la culture générale (la Grande Culture), donc sans aucune espèce de rapport avec la culture quotidienne et réelle de la majorité de la population, quand on sait que l'accès aux facultés universitaires (et, partant, aux professions libérales... et au pouvoir) était déterminé par ces collègues et, finalement, quand on sait que les collègues n'étaient pas accessibles à la majorité des bourses des citoyens, il y a lieu, croyons-nous sans exagérer, de parler d'élitisme!

Partant de là, avec une telle conception loufoque de l'élitisme, on voit tout de suite comment vous pouvez prétendre que la vision de l'école décrite dans votre livre ne participe pas d'un *a priori* élitiste. En effet, vous affirmez, entre autres, vouloir l'excellence pour la majorité en plaçant pour une école où

la culture serait prédominante, où elle serait la référence première. Tout le monde est évidemment pour la vertu et la culture.

Mais quand il s'agit de savoir de quelle culture vous parlez, c'est toujours sur un fond de culture classique, la Grande Culture, les Grandes Œuvres du passé, Aristote, Ronsard, Du Bellay et consorts. Bref, la culture de l'élite. A l'instar de Normand Baillargeon, vous raisonnez comme si la culture était unique et homogène, éternelle et évidente, issue comme par l'opération du Saint-Esprit directement du *Cogito* des grands penseurs. Vous négligez le fait que la culture — même la Grande Culture — est une réalité historique et variable, contingente et locale, bref, problématique, dont l'existence même se déploie à travers des débats, des oppositions, des contradictions et des exclusions.

Un forum de l'ignorance

Vous oubliez aussi que le rapport entre école et culture est complexe puisque l'école ne se contente pas de transmettre la culture en soi mais bien toujours une certaine culture, issue d'une interprétation, d'une sélection et d'une imposition de certains modèles légitimes de la culture scolaire. Comme M. Baillargeon, vous croyez à la culture comme d'autres croient à Allah: elle est grande, morale et source du sens dans le monde. Aussi n'est-il pas étonnant, avec une telle vision élitiste de la culture, que les impies, les incroyants et les incultes soient ostracisés et sévèrement condamnés.

Vous écrivez que «l'école première est devenue un forum de l'ignorance», qu'elle est un lieu «où les livres sont des objets rares», qu'on y retrouve une «occultation totale de la culture», que «la Réforme des années 60 a échoué». Mais enfin quand avez-vous mis les pieds dans une école pour la dernière fois? Les programmes des écoles élémentaires et secondaires ne sont-ils donc pas assez volumineux? Que croyez-vous qu'il se passe dans les écoles à l'année longue? Il s'y transmet de la culture et des valeurs sauf que ce n'est pas la même culture et les mêmes valeurs que celles dont vous parlez. La réforme des années 60 a apporté une autre vision de la culture, moins pontificale que celle que vous soutenez. Certes, elle est critiquable mais on ne peut prétendre honnêtement que ce n'est pas de la culture. Il faut bien admettre qu'on peut penser même si on ne connaît pas ses classiques... tout comme on peut déconner en les citant!

Par ailleurs, vous associez nos propos à une vision scientiste de la pédagogie. Vous ne semblez pas réaliser que la science est plurielle, qu'il y a plusieurs conceptions de l'activité scientifique, de la recherche et de son utilisation en éducation et que

promouvoir, comme nous le faisons, la recherche en éducation ce n'est pas nécessairement vouloir faire du maître un technicien ou un exécutant servile. Ça, c'était plutôt le rêve de ceux de votre génération bien alimentés aux idées du *behaviorisme*. Quant à vous, vous proposez plutôt la bonne vieille vision traditionnelle de la pédagogie comme art de la communication et de la présentation d'un savoir. Dans cette perspective, le savoir proprement pédagogique a peu d'importance, il est assimilé, comme il l'a toujours été dans la tradition, à l'art de la parole et à la culture à transmettre. Y souscrire, c'est encore limiter la pédagogie à n'être qu'une affaire de don, et à ne concevoir l'apprentissage du métier que dans les vicissitudes du tâtonnement.

Or, croyons-nous, la meilleure façon de maintenir l'enseignant dans un état d'esclavage et le métier dans l'obscurantisme, c'est justement de continuer à assimiler la pédagogie à un don (dont malheureusement seulement quelques-uns sont pourvus, «tu l'as ou tu l'as pas» comme on dit), de ramener son apprentissage aux aléas de l'expérience (sur le tas), de réduire son savoir aux contenus à enseigner et de prétendre que la pensée n'existe et ne se développe obligatoirement que par les humanités.

Professionaliser le métier d'enseignant

Sans être une solution miracle, nous pensons que la recherche peut aider à professionnaliser le métier enseignant. Si la recherche est nécessaire en médecine, en droit, en ingénierie et dans toutes les autres professions, on ne voit pas pourquoi, et par quelle magie, on ne pourrait pas en faire autant en éducation. Si on a à cœur ce métier et les enseignants, on ne peut appuyer un discours comme le vôtre et celui de M. Baillargeon qui s'inscrit en faux contre la recherche en éducation. Au contraire, si la recherche n'a pas encore apporté autant de fruits que l'on désire, il ne faut pas en vouloir moins mais en souhaiter beaucoup plus.

Enfin, loin de penser, comme vous nous en accusez, que le monde commence avec nous, nous croyons plutôt que vous faites partie de ceux pour qui le monde s'est arrêté avec eux. Vous ne pouvez accepter que la modernité implique la crise: crise des valeurs, crise de la culture, crise du sens, multiplication des références. Vous faites partie de ceux qui pensent encore qu'on règle les problèmes actuels simplement en faisant œuvre de «bon sens» et en ayant recours à la culture. Nous soutenons de notre côté que dans nos sociétés contemporaines le bon sens est la chose du monde la moins bien partagée et que pour s'éclairer, la recherche devient précisément un outil indispensable pour nous aider à penser.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Carole Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Carignan, Pierre Cayouette (livres), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dutilleul, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramière, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lessage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Yves d'Avignon, Denise Babin, Rachel Duclos (commis), Marie-Hélène Aharie (secrétaire à la rédaction); à l'information: Gilles Pagé (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (secrétaire); à la publicité: Lucie Pinsonneault (directrice), Jacqueline Avril, Brigitte Cloutier, Gyslain Gibeau, Jean-Yves Guilbert, Christiane Legault, Monique Verreault (publicitaires); Micheline Turgeon, Olivier Zaida (commis); Michèle Bouchard (secrétaire); à l'administration: Henry Riéd (contrôleur), Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lucas, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration); LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE: Christiane Benjamin (directrice), Johanne Briën (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements); LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES: Jean de Billy, Marlène Côté, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland; LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

PARIZEAU Légère bousculade au marché Jean-Talon

SUITE DE LA PAGE 1

Or, M. Parizeau trouve qu'il est trop facile de se dérober ainsi de ses responsabilités. A son avis, quand un ministre choisit de rester au sein de son gouvernement, il doit demeurer solidaire des décisions qui y ont été prises. «Je suis très fier d'avoir appartenu à l'équipe du gouvernement de René Lévesque. Je suis très fier de ce qu'on a fait à l'époque. Je ne ressens, après toutes ces années, que la plus grande solidarité à l'égard des gens qui ont travaillé ensemble à cette époque (...) Tant que j'ai été là, j'ai été solidaire de mon premier ministre et de mes collègues.»

Selon le chef de l'opposition, en reniant ainsi les décisions du gouvernement Bourassa, le premier ministre

Johnson témoigne de «l'absence de solidarité» qui caractérise l'équipe libérale. «Ne vous demandez pas pourquoi autant de gens en sont sortis. Ne vous demandez pas pourquoi si peu de gens y ont confiance.»

Le chef péquiste a consacré sa tournée d'hier, à Montréal, aux communautés ethnoculturelles. Entouré d'une dizaine de candidats, il a d'abord visité le marché Jean-Talon, où les producteurs maraîchers de la région viennent vendre leurs produits. Au passage, il a eu droit à quelques huées et il y a eu une légère bousculade entre un groupe de militants du député péquiste du comté, André Boisclair, et des marchands néo-québécois soutiens du Parti libéral. De part et d'autre, on s'est lancé toutes les injures de mise, de «pouilleux» à «pourris», en passant par «maudits séparatistes». M. Parizeau y a été

traité de fasciste et comparé à Hitler. Occupé plus loin à distribuer bises et poignées de mains, il a feint de ne pas voir l'incident, qu'il s'est par la suite efforcé de minimiser. A son épouse Lise Lapointe, il a acheté des fleurs. Puis, un producteur lui a offert en cadeau deux douzaines de fruits.

Plus tard, à quelques coins de rues de là, il s'est adressé à une centaine de représentants des communautés ethnoculturelles de Montréal, réunis au restaurant Dai Baffoni, situé en plein cœur de la Petite Italie. L'accueil y fut particulièrement chaleureux.

Il a néanmoins senti le besoin de calmer les appréhensions des communautés ethnoculturelles sur le sens du scrutin du 12 septembre. «Il ne doit y avoir aucune ambiguïté: nous avons fait un choix démocratique. La souverai-

neté devra se réaliser après un référendum. C'est très clair, un gouvernement d'abord et la souveraineté ensuite.»

Après avoir rappelé que l'équipe électorale du PQ compte 12 candidats nés à l'étranger, soit deux de plus que le PLQ, il s'est engagé à ce qu'un gouvernement péquiste augmente sensiblement la représentation des communautés ethnoculturelles au sein de la fonction publique québécoise. «Nous poursuivons un dialogue qui a toujours existé, mais qui s'est intensifié au cours des dernières années entre les communautés ethnoculturelles et le PQ. Si nous formons le prochain gouvernement, nous poursuivons dans la même direction, sur les principes fondamentaux de la non-discrimination, de la participation, de l'intégration, du rapprochement et de l'accès à l'égalité.»

FRANCOFOLIES

Foulquier lui-même était abasourdi

SUITE DE LA PAGE 1

août. Oui, les premières FrancoFolies estivales de Montréal avaient vécu. Oui, il y avait eu foule dans les salles comme dans la rue, plus de 367 000 festivaliers dont quelque 40 000 payants. Et, comme au jazz, oui, tout le monde était content.

Foulquier lui-même était un peu abasourdi, trois petites semaines après la tenue de son propre Festival. Pour lui, les Francos d'ici, et Montréal par conséquent, c'était l'hiver, fin novembre début décembre, et le chassé-croisé des shows en salle. Pas les foules de francophones en bermuda, ni les hot-dogs épicés rue Sainte-Catherine. Désorienté, il avouera d'emblée avoir passé la semaine à chercher les tours médiatiques de La Rochelle, tellement l'atmosphère des premières FrancoFolies estivales de Montréal lui rappelait la «convivialité» de ses Francos à lui. «La presse québécoise est gâtée: elle connaît l'ambiance du Festival de jazz. Vos journalistes ont pu avoir l'impression qu'il y avait moins de monde dans les rues de Montréal aux FrancoFolies qu'au Festival de jazz. Mais nous, les Français, on a été vachement impressionnés par la foule dans les rues. Tous les jours, j'ai été abordé par des Français ravis qui avaient fait coïncider leurs vacances avec les FrancoFolies: il se passe quelque chose de plus grâce à la saison estivale...»

Carburant à l'eau plate sans faire «Pouah!» comme Haddock quand on lui fait passer du H₂O pour du Loch Lomond, Foulquier semblait tenir la promesse faite à la fin des FrancoFolies rochelaises de juillet dernier: ne plus s'abreuver que de chanson. Boulimique, il a presque tout vu, et rapportera dans sa besace une généreuse liste d'épicerie de mets locaux pour nourrir ses onzièmes FrancoFolies charentaises, en juillet 1994. Parmi les présents: Eric Lapointe, Chantal Richer, France D'Amour, Lynda Lemay, Johanne Blouin (remarquée par le barouleur au «Salut Félix», le spectacle d'ouverture des Francos) les fringants Frères à cheval et les trinquants Quarts-de-rouge (que Foulquier voit dans le rôle d'animateurs des bœufs de fin de soirée au Magic Mirror's, bar-chapiteau itinérant qui a fait les nuits du dernier Festival). «Je vais sûrement vous piquer le concept de Salut à... l'Acadie: on va essayer de refaire quelque chose dans cet esprit, j'en ai déjà parlé à Zachary Richard...»

Jeté à terre par Diane Dufresne («Ça fait vingt ans que ça dure: elle m'a encore décoiffé, cloué...»), piétiné par la Bottine souriante, c'est Claude Léveillé qui aura fait craquer le père Foulquier: «Il a provoqué le même impact que la prestation de Serge Reggiani en novembre: j'ai vraiment envie de le faire venir à La Rochelle. Je crois qu'il n'est pas insensible. Il paraît qu'il se couche tôt et qu'on a du mal à le faire sortir de sa campagne, mais on va le travailler dès maintenant.» Sa plus grande surprise: «Le concert d'I AM...» La rigolade générale, à ces mots, s'expliquait par la défection au dernier moment, samedi

soir, du groupe de rap marseillais I AM, pour d'obscures raisons techniques.

À la fois rayonnant et vanné, Alain Simard n'avait pas, lui, à mettre de l'eau dans son vin, et l'éternel jeune homme à la frange beatlesque offrait plutôt l'air du gars qui a sablé le champagne jusqu'aux p'tites heures. À l'entendre, moitié groupie moitié président, il avait eu à peu près autant de coups de cœur qu'il y avait eu de spectacles: son palmarès de grands moments était presque un duplicata de la programmation. Le connaissant, tout aussi fan que vendeur, ce n'était pas du chiqué pour autant. Avoir ajouté à brûle-pourpoint des shows sur les scènes extérieures aux Français Sinclair et Bruno Maman parce qu'ils s'étaient bien débrouillés dans l'inférieur Complexe Desjardins (où la série de l'Office franco-québécois pour la jeunesse avait trouvé, faute de mieux, asile), le démontrait bien: Simard aime la musique comme un petit (franco)fou. Et ses festivals le lui rendent bien.

Honnête malgré la dithyrambe, Simard a noté quelques améliorations potentielles: «Les fins de soirée étaient un peu tristounettes; l'an prochain, on espère avoir, comme au Festival de jazz, des reprises de shows rock au Spectrum à minuit trente, pour qu'il y ait un endroit où tout le monde puisse se retrouver.» Conscient du pis-aller budgétaire qui a confiné la série de l'OFQJ dans la caverne intérieure du Complexe Desjardins, il a promis de chercher une meilleure solution. Rayon finances, justement, il ne l'a pas jouée trop triomphante: «Je ne crois pas qu'on arrive à faire nos frais, mais ça ne sera pas loin...» Pour une première année en été, il aura tout de même tenu son pari: attirer 40 000 festivaliers dans les diverses salles (des salles comblées pour Pierre Bachelet, Indochine, la Fête à... Claude Léveillé, la Symphonie du Québec, etc.), créer une véritable fête chansonnière dans la rue (des authentiques tabacs de Zébulon, Pow Wow, Hart Rouge, Eric Lapointe et Rudeluck en font foi), amener Birkin et Souchon à Montréal pour la première fois, et surtout, prouver qu'il était possible d'organiser deux festivals majeurs à trois semaines d'intervalle.

En ce qui me concerne, les sixièmes FrancoFolies de Montréal auront été, il faut bien que je l'avoue, une histoire d'amour et d'hormones. On n'oublie pas Jane B. à deux pieds de soi, ni les chaudes exhortations de Clarika à l'endroit de son amant qui «dort tout le temps» (ô l'imbecile!), ni le pas élégant de Sylvie Tremblay au show-célébration des dix ans d'Audiogram, pas plus que la fondante pizza de Rachel des Bois. Après un mois de spectacles quasi-ininterrompus, ce n'est plus la tête qui commandait. C'est le cœur et le corps qui sortent gagnants de mes aventures francofolles à La Rochelle, Spa et Montréal. Le croiriez-vous? Pour les septièmes FrancoFolies de Montréal, du 4 au 12 août 1994, je suis partant. Hot-dogs, à vos grills!

Accueil chaleureux des Arméniens

(PC) — En soirée, hier, les incidents disgracieux du matin au marché Jean-Talon ont été compensés par un accueil chaleureux de la communauté arménienne de Saint-Laurent, où, comme c'est devenu une tradition, le chef du Parti québécois, depuis René Lévesque, participe à la fête champêtre annuelle visant à amasser des fonds pour l'école Sourp Hagop. C'est au chant de *Gens du pays* que les 4000 personnes présentes ont accueilli M. Parizeau.

«Gens du pays, merci de votre accueil», a répondu M.

Parizeau. Quand au président du conseil d'administration de l'Église arménienne, M. Kevork Ohanian, il n'a pas manqué de rappeler que «les meilleures années de la communauté ont été celles où le Québec était dirigé par le PQ de René Lévesque». Cette fidélité aux chefs du PQ s'explique du fait qu'au début de son premier mandat de premier ministre, M. Lévesque avait pigé dans son fonds discrétionnaire pour faire un don de 400 000 dollars pour la construction de l'école Sourp Hagop.

JOHNSON

83 000 emplois créés en 1994

SUITE DE LA PAGE 1

mage plus bas qu'autrefois. Nous avons réussi à alléger le fardeau de l'État, il y a eu création d'entreprises, recrudescence des exportations, il y a une meilleure richesse qui permet de redistribuer d'une meilleure façon.»

Rappelons que le concept de «Québec cassé en deux» avait été déposé à la fin des années 80 par une célèbre recherche du Conseil des affaires sociales et qu'il semblait recueillir l'adhésion de plusieurs spécialistes économiques et sociaux.

De passage hier dans le comté de Bellechasse, ainsi qu'à Saint-Rédempteur près de Québec, le premier ministre tentait de défendre son gouvernement alors que la veille, dans la Beauce, il avait voulu se démarquer du gouvernement Bourassa.

Daniel Johnson s'était livré pendant la fin de semaine à une vigoureuse critique du comportement de Jacques Parizeau à l'époque où ce dernier était ministre des Finances, l'accusant entre autres d'avoir permis 55 augmentations de taxes en huit ans et d'avoir imposé huit nouvelles taxes.

En faisant référence aux promesses de celui qu'il appelle l'«endetteur en chef», il avait été jusqu'à évoquer l'avenir des enfants québécois: «On est en train de monter une belle facture de crédit à ceux qui ne peuvent pas se défendre (...) Les enfants du Québec ne méritent pas le retour de Jacques Parizeau qui va les taxer.»

Pressé de questions par les journalistes, qui lui mentionnaient la surtaxe rétroactive du gouvernement Bourassa, les différents majorations de taxes, la non-indexation des impôts, les variations de taxes sur les cigarettes, Daniel Johnson a répété trois fois qu'il n'était pas premier ministre à cette époque, passant sous silence son rôle crucial à titre de président du Conseil du Trésor.

Hier, le premier ministre s'est attardé à dresser la liste des réalisations libérales, en mentionnant presque exclusivement des réalisations des six derniers mois.

Ce n'est pas un hasard si 83 000 emplois ont été créés

depuis le début de l'année, car «le vrai test d'un gouvernement, c'est de voir comment il agit pour l'emploi», dit-il.

Le chef du PLQ soutient que de ce nombre, 18 400 emplois sont directement attribuables aux programmes mis sur pied par son gouvernement, dont 9700 grâce au Fonds décentralisé de création d'emplois.

Le programme d'infrastructures fédéral-provincial représente aussi un exemple de collaboration fédérale-provinciale, ajoute-t-il, avec 912 projets dans 600 municipalités au Québec, des projets de plus de un milliard deux cent millions de dollars, qui représentent 18 700 emplois.

Le budget du 12 mai dernier, continue-t-il, a permis de plafonner les dépenses publiques, de mieux soutenir les familles, d'ouvrir les prêts et bourses aux étudiants du secondaire en formation professionnelle, de régler le problème des éducatrices en garderie.

Daniel Johnson a aussi évoqué une menace à la stabilité sociale si le PQ était élu en septembre.

«La stabilité sociale dépend de la capacité de l'État à reconnaître les nouveaux besoins sociaux, et pour rencontrer ces nouveaux besoins, ça prend une force économique importante, explique-t-il. Inévitablement, le PQ n'aurait pas les moyens économiques et financiers de redresser certains besoins et de régler certains problèmes, notamment ceux des familles qui connaissent le sous-emploi structurel.»

Par ailleurs, Daniel Johnson s'était encore débattu samedi avec les analyses d'institutions économiques importantes qui refusent de prédire le désastre advenant une élection péquiste.

Le courtier américain JP Morgan avait récemment commandé à ses clients d'acheter des obligations québécoises même en cas de victoire péquiste.

Sur la défensive, Daniel Johnson a retourné l'argument: lorsque les Américains encouragent leurs clients à acheter ainsi, dit-il, c'est «un conseil aux spéculateurs de profiter de l'incertitude politique pour faire de l'argent sur le dos des Québécois. C'est un coût de transition (lié à la démarche souverainiste)».

Un symbole en visite un autre

Louisbourg, N.-É. (PC) — La visite de la reine Elizabeth II à la forteresse de Louisbourg, en Nouvelle-Écosse, dimanche, a pris valeur de symbole pour des touristes québécoises en visite.

Au XVIII^e siècle, les rives de l'île du Cap-Breton ont été transformées en champs de bataille au moment où Français et Britanniques se battaient pour le contrôle de la forteresse, porte d'accès de la Nouvelle-France.

Pour Marie-Josée Bolduc, une jeune indépendantiste de 26 ans originaire de Baie-Comeau, le passage de la souveraine britannique au site historique de Louisbourg, au beau milieu d'une campagne électorale qui risque d'être déterminante pour l'avenir du Québec, était chargé de signification.

«La reine est un symbole du pays tel qu'il existe aujourd'hui, a reconnu Mme Bolduc, qui attendait, caméra à la main, que Sa Majesté et son époux, le prince Philip, arpentent les pavés de la forteresse restaurée. On peut respecter des symboles sans être d'accord avec eux.»

Plus tôt, le couple royal avait assisté à un service oecuménique à Sydney. Environ le tiers des 5000 invités ne

se sont pas présentés à la cérémonie, apparemment parce qu'ils avaient été invités à d'autres événements liés à la visite royale.

Une autre Québécoise, Mme Gyslaine Desrosiers, a comparé Louisbourg à une sorte de «Mecca» pour les Canadiens français.

«Je suis venue ici parce que c'est une forteresse française et un joyau de notre histoire, a déclaré l'infirmière montréalaise. Et par hasard, la reine est ici. C'est un peu choquant, parce que c'est une forteresse française. Mais c'est symbolique, et nous devons vivre avec cela.»

Érigée par les Français entre 1720 à 1740, la forteresse a été prise et détruite par les Anglais en 1758. Elle a été en bonne partie reconstruite à partir de 1960.

Les organisateurs ont insisté pour souligner que c'était pure coïncidence si la visite d'Elizabeth II survient pendant la campagne électorale au Québec. Si la reine est venue au Canada, c'est avant tout pour les cérémonies d'ouverture des Jeux du Commonwealth à Victoria, jeudi.

Le couple royal se rendra aussi dans les Territoires du Nord-Ouest.

AMIS

SUITE DE LA PAGE 1

embrasse

Ton ami dévoué
Guillaume.

Après les amis, les ennemis. La distance, l'écrit, permet de ne pas y aller avec le dos de la cuiller.

Havre-aux-Maisons, 11 octobre 1886

Monsieur,

La présence de votre lettre m'informe que vous ne m'écrivez pas pour me parler de l'état de votre santé, ni me faire les compliments, ni les souhaits qu'on se fait entre amis et parents. Je le vois bien car vos discours mal placés ou mal fondés le marquent en m'insultant comme vous le faites.

En me disant d'aller vous porter les lous-marins que je vous ai pris, voilà ce qui serait déjà trop. Mais la suite de votre griffonnage de lettre me prouve que vous êtes tous deux ce qu'on appelle des têtes légères, calomnieurs et médisants. Vous citez plusieurs faits dont je ne prends pas la peine de me salir les doigts pour vous répondre. Je vous dirai seulement que si vous espérez des lous-marins de moi, nous pouvez vous chasser cette folle pensée de l'idée car elle est vaine et inutile. Vous me menacez de la loi, c'est là mon grand désir. C'est la seule raison qui m'a empêché de vous écrire plus vite. Tout l'été, je pensais vous voir arriver avec votre loi pour me prendre, vu les menaces que vous me faites.

Pauvre Anthime, tu me dis que tu as tellement honte

pour moi que si tu n'étais pas si pauvre, tu laisserais cette affaire tranquille. Et bien je te dirai de ne pas avoir honte pour moi, mais de penser un peu au discours infâme que tu as eu avec toutes les personnes que tu as rencontrées. Tu dis que tu ne peux laisser le pain de tes enfants au premier bandit venu. Tu es à plaindre, car si tu n'as que celui que je te donnerai pour ton hiver tu peux aller en chercher ailleurs. Les dents ne vous déracineront pas dans la bouche à le manger. Si vous êtes pour me mettre en loi, vous ferez mieux de le faire bien vite, car souvent en espérant trop tard, on se passe de tout et c'est à peu près ce qui vous arrivera. Je vous dis seulement à vous deux, si vous êtes trop lâches pour me poursuivre pour les lous-marins, moi, je vais vous poursuivre pour mon caractère qui vous coûtera plus cher que mes lous-marins que vous voudriez avoir.

Vous ne vous contentez pas de parler de moi, mais encore vous mêlez la famille de votre oncle Damas. Apprenez, mes pauvres hommes, que la famille que vous citez a toujours été honnête et l'est encore. Dieu merci, elle peut aller partout et faire son chemin sans obstacle. Une partie de cette famille est morte, et l'autre partie vit encore. Ceux qui sont encore vivants demandent à Anthime Turbide et à Onézime de ne pas trop les embarrasser avec leurs babillonnages et leurs histoires de malhonnêteté, car ils pourraient s'en repentir plus tard.

Pour moi, je n'ai pas plus peur de vous autres et de vos lois que j'avais peur de prendre mes lous-marins ce printemps que vous voulez avoir maintenant.

Alfred Jomphe

Tiens, toi!

La radio et la télévision font leurs choux gras de toute forme de confrontation. Le courrier des lecteurs du Devoir et d'autres journaux aussi.

Alors, dans un coin monsieur Surprenant et dans le coin opposé dame Levasseur!

28 mars 1912.

Monsieur,

Mon boulanger, Mr. Galipeau, m'annonce qu'il a reçu de vous et de votre épouse plusieurs lettres avec des offres toutes spéciales afin de pouvoir le gagner à me laisser et à aller travailler pour vous. Ces lettres-ci mentionnées lui ont été délivrées par moi-même et j'étais loin de penser qu'elles contenaient ce qui ferait rougir n'importe quelle personne qui se classera gentilhomme ou dame, des principes aussi bas ne se rencontrent que très rarement, je l'espère, parmi nous Canadiens-français et laissez-moi vous dire que je suis Canadien-français et je n'ai pas oublié que l'honneur de notre race nous permet pas de s'abaisser aux principes que vous pratiquez, et comme boulanger, je ferais avant de traiter un de mes confrères comme vous le faites. S'il y a plusieurs comme vous parmi notre race, il n'est pas surprenant que la province d'Ontario veuille nous abolir s'il nous juge tous de votre calibre.

Je ne puis garder Mr. Galipeau s'il ne veut pas rester, mais je reconnais Mr. Galipeau trop monsieur pour me laisser dans la gêne que vos idées étroites n'ont pas l'air à comprendre et si vous n'êtes pas dépourvu de sentiments honorables soyez assez bon d'envoyer un message à Mr. Galipeau lui disant que vous vous êtes procuré un boulanger qui cherche de l'ouvrage.

Je me soustris
J.-A. Surprenant

Lachute, 1912
In account with H. LEVASSEUR
Dealer in Bakers and Home-made Breads,
Corn Bread, Rolls, Scones, Cakes, Etc.

Je n'ai point de Commentaires à faire à votre lettre insolente, car elle n'en mérite point; elle me prouve fort bien ce que vous êtes, et je reconnais que vos excellents principes d'éducation sont placés à la pointe de votre plume, insultant, déchirant, même le sexe délicat, sans rien, rien connaître.

Il faut que vous soyez un homme bien mauvais ou un homme sans esprit, ou un homme au jugement faible, ou le tout ensemble pour écrire avec une effronterie semblable.

Cependant, laissez moi donc vous dire que si en homme sage, tout Canadiens français nés dans notre belle province de Québec, vous aviez lu et relu votre lettre, après qu'elle fut écrite, vous ne l'auriez certainement jamais envoyée.

Je garde votre intéressante lettre comme étant l'échantillon d'un homme irréfléchi.

Dame H. Levasseur.

Je n'ai pas trouvé où a fini par travailler le super-boulangier Galipeau.

Ce n'est pas très grave.
Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que je n'aie pu retrouver ses recettes!

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE À LA CLIENTÈLE
• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355